

Dès notre plus jeune âge

Rapport du troisième trimestre de 2005



chez vous.
pour vous.^{MD}

Aliant 

De solides résultats dans les secteurs du sans-fil et d'Internet et un bénéfice par action de 0,37 \$



Je suis très heureux de notre performance financière de ce trimestre. Les produits consolidés ont progressé de 4,2 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent et le bénéfice net a augmenté de 37,2 % pour s'établir à 50,8 millions de dollars. Le retour aux activités normales après l'interruption de travail de 2004 a grandement contribué à cette croissance. Une forte hausse des produits d'exploitation dans les secteurs du sans-fil et d'Internet, et une gestion diligente des dépenses ont également contribué à hausser le bénéfice par action à 0,37 \$, une augmentation de 42,3 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Notre secteur des télécommunications continue d'afficher une bonne performance dans un marché de plus en plus concurrentiel. Les produits ont progressé de 3,4 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Nous sommes heureux de la tendance générale de nos activités. Nous affichons une excellente performance dans les

secteurs du sans-fil et d'Internet, une meilleure stabilité de nos produits tirés de l'interurbain, une bonne croissance des ventes de nos produits de télécoms et des pertes moins lourdes d'abonnés du service local.

Notre secteur des TI a généré des produits de 82,7 millions de dollars au cours du troisième trimestre, une augmentation de 4,2 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice d'exploitation a reculé en raison du ralentissement habituel, pendant l'été, des activités de consultation de xwave, notre fournisseur de services de TI. Avec une croissance des produits continue et une gestion des charges d'exploitation, xwave contribue de manière positive et soutenue à notre bénéfice d'exploitation global.

Atteindre nos objectifs de croissance et de transformation

En plus d'être sur la bonne voie en ce qui a trait à notre réussite financière, nous avons fait des progrès considérables d'un point de vue stratégique au cours du trimestre. J'aimerais, dans ce rapport, faire le point sur nos progrès dans trois secteurs qui nous aident à atteindre nos objectifs de croissance et de transformation.

Nous approprier la maison large bande

Nous avons pris certaines mesures en ce qui concerne les technologies large bande et IP (protocole Internet). Au cours du trimestre, nous avons enregistré un nombre record d'activations nettes au service Internet haute vitesse, soit plus de 18 000. Par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, notre clientèle du service haute vitesse a augmenté de 40 %. La croissance est attribuable à notre programme retour à l'école, à une gestion proactive de la migration du service commuté au service haute vitesse, à la commercialisation réussie de notre nouveau service Internet destiné aux petites entreprises et au lancement de notre programme d'achat d'ordinateurs personnels, dans le cadre duquel plus de la moitié des achats d'ordinateurs ont donné lieu à de nouvelles activations au service Internet.

Nous constatons que les clients réservent toujours un bon accueil à notre service de télévision nouvellement lancé à Halifax. Même si nous sommes encore à la phase initiale du déploiement de ce service, nos recherches indiquent que les clients en sont très satisfaits et lui accordent une bien meilleure note qu'aux services équivalents offerts par la concurrence. Nous avons également poursuivi les essais de notre service Voix sur protocole Internet (VoIP) et en avons appelé de la décision du CRTC visant à réglementer les services VoIP pour les entreprises de télécommunications titulaires.

Et enfin, nous avons conclu une entente de commercialisation avec Killam Properties Inc., une des principales entreprises de gestion immobilière du Canada atlantique. Ensemble, nous commercialiserons nos services auprès de 8 800 occupants d'unités résidentielles et de maisons préfabriquées partout au Canada atlantique.

Devenir le conseiller le plus respecté en matière de technologies de l'information et des communications (TIC) auprès des clients d'affaires

Comme je l'ai mentionné dans de précédents rapports, nous tâchons d'améliorer notre façon d'aborder les petites et moyennes entreprises (PME). Notre lancement en juin d'un magasin de détail destiné uniquement aux PME dans le Canada atlantique est une preuve évidente de l'intérêt que nous portons à ce segment. C'est un marché difficile à conquérir et nous devons trouver la meilleure façon de saisir les occasions de croissance qu'il offre. Il est très important de favoriser de solides relations clients pour comprendre les besoins particuliers des clients en matière de TIC.

Pour ce qui est du marché des grandes entreprises, nous avons terminé deux essais de la téléphonie IP intégrée à des centres de contact. Orienter l'évolution des centres de contact en contribuant à les rendre plus efficaces demeure au cœur de nos priorités surtout que nous sommes tournés vers ce marché pour assurer notre croissance continue.

Plus tôt ce mois-ci, xwave et GE Healthcare ont annoncé un contrat de 15 ans portant sur la fourniture d'une solution de gestion clinique destinée aux médecins de l'Ontario. Cette solution transformera le secteur des soins de santé primaires en fournissant aux médecins un accès sécurisé et efficace aux dossiers électroniques des patients et à des logiciels de gestion de la pratique clinique.

Demeurer concurrentiels dans l'un des marchés des télécommunications les plus dynamiques en Amérique du Nord
Enfin, j'aimerais vous parler de notre position concurrentielle. Comme je l'ai indiqué au dernier trimestre, les forfaits économiques s'avèrent un excellent avantage concurrentiel pour nous. En plus de favoriser la croissance de notre clientèle dans les secteurs du sans-fil et d'Internet, ils contribuent à stabiliser nos sources de revenus traditionnelles, à réduire le taux de désabonnement et à générer des produits moyens globaux par client plus élevés.

Un autre secteur où nous nous démarquons de la concurrence est notre marché jeunesse. Les jeunes Canadiens de l'Atlantique sont parmi les premiers à adopter nos plus récentes technologies – à tel point que nous avons récemment ouvert un magasin à St. John's, Terre-Neuve, conçu en fonction des besoins particuliers de cette clientèle. Le magasin ajoute à notre réseau de distribution sur ce marché que nous considérons comme très important pour assurer notre croissance future.

Afin de nous assurer de demeurer concurrentiels, nous continuons de nous attaquer aux obstacles réglementaires qui nous empêchent d'offrir à nos clients les prix et les forfaits les plus concurrentiels. Au cours de la dernière semaine de septembre, nous avons participé avec 18 autres parties à l'audience du CRTC sur l'abstention de réglementation des services locaux. Nous cherchons à obtenir une dispense pour les services locaux résidentiels dans 32 circonscriptions de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard. Nous attendons la décision du CRTC.

Dividende déclaré pour décembre

Notre conseil d'administration a déclaré un dividende sur actions ordinaires de 0,295 \$ par action ordinaire qui sera versé le 30 décembre 2005 aux porteurs d'actions inscrits le 15 décembre 2005. De plus, le conseil d'administration a déclaré un dividende sur actions privilégiées de 0,340625 \$, qui sera versé le 31 décembre 2005 aux porteurs d'actions inscrits le 15 décembre 2005.

Le président-directeur général,



Jay Forbes

Le 28 octobre 2005

Points saillants financiers du troisième trimestre

<i>Pour la période terminée le 30 septembre (en millions de dollars, sauf les montants par action)</i>	Trois mois			Neuf mois		
	2005	2004	Variation en %	2005	2004	Variation en %
Produits d'exploitation	520,1	499,3	4,2	1 561,8	1 523,6	2,5
Bénéfice d'exploitation	104,2	73,2	42,4	289,7	243,7	18,9
Bénéfice net	50,8	37,0	37,2	144,2	123,2	17,0
Bénéfice par action ordinaire	0,37	0,26	42,3	1,05	0,87	20,7
Actions ordinaires moyennes pondérées en circulation (en millions)	129,2	132,1	(2,2)	130,8	132,7	(1,4)

Sur la page couverture : Sean, petit-fils de Sharon Reicker, administratrice – résultats techniques, Aliant (à la retraite), Nouveau-Brunswick.

Rapport de gestion

Le présent document vise à fournir un rapport de gestion sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2005 par comparaison avec les périodes correspondantes de 2004. Le rapport de gestion doit être lu avec nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes pour la période terminée le 30 septembre 2005 et avec nos états financiers consolidés vérifiés, les notes y afférentes et le rapport de gestion présentés dans notre rapport annuel de 2004. Il peut être également lu avec les rapports de gestion des trimestres précédents de 2005. Les états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada). Tous les montants du présent rapport de gestion, sauf indication contraire, sont en millions de dollars canadiens.

Dans le présent rapport de gestion, les termes «nous», «notre», «nos» et «Aliant» font référence à Aliant Inc. ou à nos secteurs Télécommunications et Technologies de l'information.

Les rapports trimestriels, les rapports annuels et les autres informations à l'intention des investisseurs se trouvent sous la rubrique «Rapports financiers» de notre site Web dont l'adresse est www.aliant.ca/fr. Les rapports trimestriels et annuels, les notices annuelles et d'autres documents d'information continue se trouvent dans Sedar à l'adresse www.sedar.com.

Le présent rapport de gestion porte la date du 27 octobre 2005, date du dépôt et de notre communiqué de presse annonçant nos résultats pour le troisième trimestre de 2005. Le présent document contient des énoncés prospectifs qui renvoient à la rubrique «Énoncés prospectifs» avec laquelle il faut lire le présent document. Les informations contenues dans le présent rapport de gestion sont à jour au 27 octobre 2005 et décrivent nos attentes à cette date, sauf indication contraire.

Retraitement des résultats de l'exercice précédent

En date du 1^{er} janvier 2005, nous avons modifié nos conventions comptables relatives aux coûts d'acquisition d'abonnés et à la constatation des produits et charges liés aux annuaires téléphoniques. Ces modifications ont été appliquées rétroactivement, et les résultats des périodes antérieures ont été retraités.

À PROPOS DE NOTRE ENTREPRISE

Nous sommes une société établie au Canada atlantique qui vise à devenir le principal fournisseur en matière de technologies de l'information et de communication (TIC) pour notre clientèle. En 2005, nous continuons à miser sur les forces inhérentes à nos segments Télécommunications et Technologies de l'information pour atteindre cet objectif.

Notre segment Télécommunications est exploité principalement par Télécommunications Aliant Inc. («Télécommunications Aliant»). Nous offrons une vaste gamme de services traditionnels et innovateurs de transmission de la voix et des données, notamment les services locaux, l'interurbain, le sans-fil, l'Internet et d'autres services. Nous proposons également des services complémentaires, comme les applications liées à la connaissance, la vente au détail dans les boutiques d'Aliant, les services de publicité dans les annuaires téléphoniques et la distribution en gros de téléphones sans fil, d'accessoires et d'autres produits de télécommunications.

Les activités du secteur Technologies de l'information sont exercées par l'intermédiaire de Xwave Solutions Inc. («xwave»). Nous fournissons à nos clients une gamme complète de solutions en technologies de l'information (TI) grâce à nos services de consultation, de gestion d'infrastructures et de solutions matérielles. Notre clientèle s'étend dans plusieurs marchés géographiques et dans diverses industries, notamment l'énergie, les télécommunications, la défense, l'aérospatiale, la santé, les services correctionnels et l'éducation.

Au cours du troisième trimestre, la fonction des services d'infrastructures de notre secteur Technologies de l'information a été intégrée à notre secteur Télécommunications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS DU TRIMESTRE**Résultats financiers**

<i>Pour les périodes terminées les 30 septembre (en millions de dollars, sauf les montants par action)</i>	Trois mois			Neuf mois		
	2005	2004	Variation en %	2005	2004	Variation en %
Produits d'exploitation	520,1	499,3	4,2	1 561,8	1 523,6	2,5
Charges	415,9	426,1	(2,4)	1 272,1	1 279,9	(0,6)
Bénéfice d'exploitation	104,2	73,2	42,4	289,7	243,7	18,9
Autres produits (charges)	0,3	(2,8)	—	(2,0)	1,6	—
Intérêts débiteurs	19,8	19,8	—	55,5	57,6	(3,6)
Impôts sur les bénéfiques	33,2	13,2	151,4	86,2	63,3	36,2
Part des actionnaires sans contrôle	0,7	0,4	86,2	1,8	1,2	50,8
Bénéfice net	50,8	37,0	37,2	144,2	123,2	17,0
Bénéfice par action ordinaire	0,37	0,26	42,3	1,05	0,87	20,7

Les produits d'exploitation pour le troisième trimestre de 2005 ont progressé de 4,2 % par rapport à la même période l'an passé à la suite de la forte reprise après l'arrêt de travail survenu en 2004 et de la croissance enregistrée dans tous nos secteurs, à l'exception des services locaux et d'interurbains traditionnels.

- Les produits d'exploitation tirés du sans-fil ont augmenté de 13,5 % comparativement au troisième trimestre de 2004 en raison d'une hausse de 10,9 % de la clientèle et de la progression de 3,4 % des produits d'exploitation moyens par client (PEMC).
- Les produits d'exploitation tirés de l'Internet se sont accrus de 10,9 % au troisième trimestre en raison d'une croissance, par rapport à l'an passé, de notre clientèle des services Internet à haute vitesse de 39,6 % et des produits d'exploitation tirés de l'Internet à haute vitesse de 22,7 %.
- Les produits d'exploitation tirés du segment Télécommunications ont progressé de 30,2 % par rapport au troisième trimestre de 2004, reflétant davantage la reprise à la suite du ralentissement des ventes qui s'est produit pendant l'arrêt de travail survenu en 2004.
- Les produits d'exploitation tirés des services de TI ont augmenté de 2,6 % au cours du troisième trimestre par rapport à la même période en 2004, exclusion faite de l'incidence des activités de dessaisissement menées en 2004. L'effet d'une acquisition effectuée à la fin de 2004 et la croissance interne attribuable à l'obtention de nouveaux contrats ont contribué à cette augmentation.
- Les produits d'exploitation des solutions matérielles se sont accrus de 10,1 % en raison de l'augmentation des ventes auprès d'un certain nombre de clients.
- Les produits d'exploitation tirés de nos services locaux et d'interurbains ont continué à décliner, mais ce déclin est moins prononcé depuis ces derniers trimestres. Les tendances à la baisse des produits d'exploitation sont engendrées par la concurrence, le remplacement des technologies et les restrictions réglementaires. La décision rendue en février 2005 par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le «CRTC») concernant les services d'accès au réseau numérique propres aux concurrents (ARNC) a eu une incidence négative de 4,1 millions de dollars sur nos produits d'exploitation tirés des services locaux au troisième trimestre et de 8,9 millions de dollars depuis le début de l'exercice.

Les produits d'exploitation du troisième trimestre ont bondi de 42,4 %, ou 31,0 millions de dollars, par rapport à la même période l'an passé. La forte reprise à la suite de l'arrêt de travail survenu en 2004, surtout, a favorisé l'amélioration des résultats, contrebalancée en partie par l'effet de la décision du CRTC au sujet de l'ARNC et d'une augmentation des coûts des régimes de retraite et des autres avantages sociaux postérieurs à l'emploi. Nous sommes satisfaits d'avoir jugulé les hausses des charges d'exploitation nécessaires pour stimuler la croissance des produits d'exploitation par une saine gestion des frais généraux et par des gains de productivité découlant de l'application du programme d'encouragement à la retraite anticipée (PERA) volontaire instauré à la fin de 2004. Au 30 septembre 2005, 661 des 693 employés ayant accepté l'offre volontaire avaient quitté l'entreprise, tandis que les employés restants devaient partir d'ici la fin de l'exercice. Nous évaluons que cette réduction de l'effectif a contribué à une baisse des charges d'exploitation de quelque 28 millions de dollars depuis le début de l'exercice.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont élevés à 238,0 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 44,1 millions de dollars par rapport à la même période l'an passé. La réception d'un remboursement d'impôt sur les bénéfiques de 2004 a fait augmenter le fonds de roulement de 18,6 millions de dollars. De plus, le bénéfice net du trimestre est supérieur de 13,8 millions de dollars au bénéfice net de

la période correspondante de l'exercice précédent. Des liquidités de 86,4 millions de dollars ont été utilisées pour les activités de financement, dont 36,7 millions pour le versement de dividendes sur les actions ordinaires et 46,1 millions de dollars pour le rachat d'actions ordinaires dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal. Au cours du troisième trimestre, nous avons investi des liquidités de 99,7 millions de dollars dans des immobilisations pour appuyer notre stratégie de croissance et de transformation.

Progression de nos initiatives stratégiques

Sept initiatives stratégiques contribuent à soutenir notre programme de croissance et de transformation :

Premièrement, nous profitons d'une nouvelle croissance sur le marché résidentiel et préservons les produits d'exploitation existants en nous «appropriant» le secteur des services à large bande résidentiels. Au cours du troisième trimestre, nous avons enregistré des progrès dans le cadre de certaines initiatives qui nous positionnent comme le fournisseur préféré du Canada Atlantique pour des services complets d'information, de communications et de divertissement :

- Nous avons poursuivi le déploiement de TV Aliant, doublant le nombre des ménages abonnés. Une rétroaction récente des clients de notre télévision suggère que le produit est très bien reçu.
- Nous avons continué d'accroître avec détermination la couverture des services à bande large, en installant ou en mettant à niveau 181 sites à large bande supplémentaires pour un total de 815 sites à large bande.
- Nous avons continué de proposer des forfaits économiques encore plus attrayants en élaborant une solution d'interurbains illimités pour les clients des services cellulaires, pour un coût supplémentaire de 20 \$ par mois, une première dans l'industrie. Cette nouvelle offre a été lancée dans les quatre provinces de l'Atlantique le 1^{er} octobre 2005. Les forfaits économiques sont un atout pour fidéliser nos clients de grande valeur et faire croître les produits d'exploitation moyens par ménage par la vente incitative de nouveaux services et de services améliorés à notre clientèle.
- Nous avons lancé notre programme d'achat d'ordinateur personnel qui combine les services de l'Internet et l'achat d'un nouvel ordinateur personnel. Le programme offre une solution abordable pour les clients qui désirent l'accès en ligne et stimule la demande de nouvelles activations Internet.
- Nous avons annoncé la conclusion d'une entente avec Killam Properties Inc. pour commercialiser nos produits d'information, de communications et de divertissement auprès des locataires de ses unités résidentielles et maisons préfabriquées partout au Canada atlantique.

Deuxièmement, nous voulons devenir le conseiller le plus respecté en matière de TIC pour le marché des petites et moyennes entreprises (PME). Le marché des PME comprend environ 75 000 entreprises, soit presque 99 % des entreprises du Canada atlantique, et représente l'une des plus grandes occasions de croissance.

- Nous avons lancé un réseau local sans fil (RLSF), solution d'affaires mobile et sécurisée pour l'accès à haute vitesse au courrier électronique et à l'Intranet d'entreprise. La clientèle d'affaires peut combiner notre produit RLSF avec nos services voix sur protocole Internet (VoIP) pour accroître la souplesse afin de mieux répondre à ses besoins de communications.
- Nous avons lancé l'intégration des appareils BlackBerry^{MD} à notre Service Échange hébergé pour clientèle d'affaires, qui améliore l'accès mobile à l'information et au courrier électronique d'entreprise.
- Nous avons lancé un service interactif de conseil en ligne pour solutions d'affaires permettant à la clientèle d'affaires de concevoir une solution de communications souple et efficace pour satisfaire ses besoins particuliers.
- Nous avons donné aux clients plus de formation sur les TIC dans le cadre d'une campagne nationale de sensibilisation et avons continué de perfectionner des solutions intégrées avancées en faisant l'essai d'ensembles de solutions spécifiques pour deux nouveaux marchés verticaux des PME, outre la solution pour le segment de l'immobilier déjà sur le marché.

Troisièmement, nous répondons aux besoins du marché d'affaires en innovant auprès des clients. Notre stratégie cible les principaux marchés sectoriels verticaux, en proposant des services de consultation et d'affaires en TIC axés sur les besoins. Plusieurs progrès ont été réalisés au cours du troisième trimestre, dont les suivants :

- Nous conservons notre renom de conseillers de confiance en prestation de services professionnels à des entreprises clientes pour les aider à trouver des solutions TIC pratiques et abordables. Au cours du trimestre, nous avons obtenu un mandat d'évaluation des technologies de base de la commission scolaire Nova Scotia Strait Regional School Board et un mandat de service-conseils sur l'habilitation mobile de la ville de Saint John.
- Nous avons fait preuve de leadership et d'innovation dans la révolution de l'accès mobile aux données, avec un essai réussi auprès du ministère de la Défense nationale qui a conduit à l'obtention d'un mandat d'élaboration d'une solution de messagerie TIC sans fil en Nouvelle-Écosse.

- Nous avons signé avec Smart Systems for Health Agencies et OMA e-Services Inc., filiale en propriété exclusive de l'Ontario Medical Association, un contrat de 15 ans qui vise à fournir un système de gestion clinique abordable aux médecins de l'Ontario. Solution de fournisseur d'applications en ligne (ASP), le système soutient la transformation du secteur des soins de santé primaires par l'habilitation d'une technologie de l'information intégrée de haute qualité et par la promotion de la mise en œuvre de cette technologie.
- Nous avons terminé l'intégration structurelle de la fonction des services d'infrastructures du segment Technologies de l'information de notre secteur Télécommunications, qui a entraîné la mutation d'environ 425 employés. Cet alignement accroîtra davantage notre habileté à élaborer et à livrer des solutions TIC en adoptant des processus, des systèmes et des outils intégrés. Le gouvernement du Nouveau-Brunswick nous a d'ailleurs témoigné sa confiance à ce titre en prolongeant récemment le contrat relatif aux services de gestion de ses installations.

Quatrièmement, nous innovons auprès de notre clientèle pour stimuler la croissance par le lancement de technologies et par des améliorations du service à la clientèle. À mesure que notre industrie évolue, l'offre d'une valeur ajoutée aux clients constituera un facteur déterminant pour accroître nos produits d'exploitation ou en engendrer de nouveaux. Voici quelques-unes des améliorations apportées au troisième trimestre :

- Nous avons poursuivi les essais technologiques sur nos plateformes Voix sur protocole Internet (VoIP), en élargissant récemment la portée de notre essai VoIP résidentiel. Nous continuerons notre essai VoIP résidentiel jusqu'au début de 2006 tout en recherchant la meilleure formule en matière d'ensemble de solutions et de fonctionnalité des services pour nos clients.
- Nous avons terminé deux essais sur les capacités de téléphonie IP intégrées dans des installations importantes de centre de contact. L'évolution des capacités de téléphonie IP créera des ouvertures pour rehausser l'efficacité des centres de contact de nos clients et pour consolider notre relation avec ceux-ci.

Cinquièmement, nous redéfinissons notre façon de travailler afin de mieux répondre aux besoins des clients, de réduire les coûts et d'assurer notre avenir. Cette transformation suppose la mise sur pied continue d'initiatives qui permettront d'accroître notre expérience en matière de service à la clientèle et d'améliorer notre efficacité opérationnelle :

- Nous avons accru les options libre-service des PME notamment par des formulaires «intelligents» de déménagement, d'ajout ou de modification.
- Nous avons perfectionné nos systèmes de service à la clientèle. Pour poursuivre la simplification et l'alignement des processus, nous avons ajouté une fonctionnalité libre-service pour nos clients et nous concentrons nos efforts sur la création de centres de contact par excellence.
- Nous avons poursuivi nos initiatives d'amélioration de la productivité et de gestion des coûts pour l'ensemble des segments de notre entreprise. D'autres progrès ont été réalisés en matière de regroupement et de remplacement des technologies et des systèmes dont les coûts de fonctionnement sont élevés et nous avons travaillé avec des partenaires et des fournisseurs pour améliorer l'approvisionnement et certaines fonctions liées aux ventes et au service à la clientèle.

Sixièmement, nous transformons notre modèle d'affaires en accélérant l'adoption de la technologie IP. Nous investissons dans la technologie IP avec la mise au point de la télévision Aliant, de solutions VoIP et d'applications Internet sans fil. Nous avons continué également d'augmenter et d'améliorer les capacités de notre réseau à large bande et de nos réseaux numériques de données sans fil.

Septièmement, nous investissons dans les nouvelles compétences nécessaires pour faire croître et transformer notre entreprise. Nous avons continué à prêter main-forte à nos employés, dont le rôle évolue au rythme de la transformation de nos activités.

Mise à jour sur notre environnement

Cadre réglementaire

Des décisions importantes ont eu une incidence sur nos activités de télécommunications au cours du troisième trimestre (jusqu'au 27 octobre 2005) :

- Nous avons présenté une requête conjointe avec Bell Canada, SaskTel, Télébec et Telus auprès du Gouverneur en Conseil pour une révision de la récente décision du CRTC sur la réglementation des services VoIP. De plus, la province de la Saskatchewan, la Coalition for Competitive Telecommunications, la Vancouver Board of Trade et le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier ont déposé individuellement une requête auprès du Cabinet fédéral contre l'application de règles économiques aux services VoIP fournis par des entreprises de services locaux titulaires («ESLT»).

- Nous étions parmi les 18 parties présentes à la consultation publique de septembre 2005 dans le cadre de l'instance en cours du CRTC sur l'abstention de réglementation des services locaux. L'instance étudiera notre requête spécifique relative aux services résidentiels que nous avons déposée en avril 2004 et elle établira aussi le cadre d'examen des futures demandes d'abstention de réglementation.
- Nous avons également déposé un mémoire et commenté ceux d'autres parties intéressées, invitées à joindre le Groupe d'étude sur le cadre réglementaire des télécommunications (le «Groupe»). Nous avons participé récemment au Forum sur la politique des télécommunications et le cadre réglementaire. Le mandat du Groupe comporte les trois volets suivants : la bande large, les TIC et la réglementation. Nous proposons que le CRTC assouplisse sa réglementation et harmonise les règles régissant les ESLT et les sociétés de câblodistribution. Nous suggérons en outre que le Bureau de la concurrence assume certaines responsabilités actuellement dévolues au CRTC.
- Le CRTC a émis un avis sollicitant des observations sur la transférabilité des numéros de services sans fil, y compris le délai proposé par l'Association canadienne des communications sans fil (ACTS). L'ACTS s'est engagée à appliquer la transférabilité des numéros de services sans fil d'ici septembre 2007.

La date d'émission des décisions du CRTC sur les autres questions, y compris le traitement du compte de report, est inconnue.

Concurrence

Le Canada atlantique continue de connaître la concurrence locale la plus vive de tout le pays en raison du rayonnement accru de nos concurrents et de l'arrivée de nouvelles entreprises sur le marché. Comme nous l'avons indiqué précédemment, nous avons déposé en septembre 2005 auprès du CRTC une demande d'abstention de réglementation des services locaux de résidence dans certaines régions où la concurrence est particulièrement intense. Une décision est attendue en 2006.

Nos concurrents à l'échelle locale et nationale continuent à développer leur infrastructure et à élargir leurs gammes de services dans tous les segments du marché. Notre stratégie consiste à nous centrer sur les besoins de nos clients en communiquant directement avec eux, en leur offrant des solutions plus simples et une valeur supérieure à des prix concurrentiels, notamment par nos forfaits économiques et des services de calibre mondial élaborés grâce à des investissements constants dans nos réseaux et dans nos gens.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Voici un rapport sur les principales composantes de nos résultats d'exploitation consolidés pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2005 par rapport aux mêmes périodes de l'exercice précédent.

Produits d'exploitation

Pour les périodes terminées le 30 septembre (en millions de dollars)	Trois mois			Neuf mois		
	2005	2004	Variation en %	2005	2004	Variation en %
Télécommunications						
Services locaux	180,9	183,8	(1,6)	547,5	560,3	(2,3)
Services interurbains	78,6	85,9	(8,5)	239,1	266,1	(10,2)
Services sans fil	116,9	103,0	13,5	323,4	283,6	14,0
Internet	33,7	30,4	10,9	96,4	89,6	7,7
Autres produits	58,3	49,7	17,3	166,2	146,2	13,7
	468,4	452,8	3,4	1 372,6	1 345,8	2,0
Technologie de l'information						
Services de TI	50,1	49,8	0,6	153,4	155,9	(1,6)
Solutions matérielles	32,6	29,6	10,1	120,0	107,2	11,9
	82,7	79,4	4,2	273,4	263,1	3,9
Autres et éliminations intersociétés	(31,0)	(32,9)	(5,8)	(84,2)	(85,3)	(1,3)
Produits d'exploitation	520,1	499,3	4,2	1 561,8	1 523,6	2,5

Produits d'exploitation tirés des services locaux

Les produits d'exploitation tirés des services locaux proviennent des services d'accès au réseau (SAR), des fonctions de service amélioré, de l'accès aux données, des paiements de contribution, des paiements des concurrents, des locations d'appareils téléphoniques, de l'utilisation des téléphones publics et des frais de service.

Les produits d'exploitation tirés des services locaux ont continué à décliner en raison de la concurrence, du remplacement des technologies et des restrictions réglementaires. Toutefois, le rythme du déclin a ralenti au troisième trimestre par rapport aux trimestres précédents de l'exercice. Les produits d'exploitation du trimestre terminé le 30 septembre 2005 ont baissé de 1,6 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

La majorité des produits d'exploitation tirés des services locaux proviennent de la prestation de SAR. Les produits d'exploitation des SAR ont reculé de 1,3 % par rapport au troisième trimestre de 2004, surtout du fait d'une baisse de 1,4 % du nombre de nos clients des SAR au cours du dernier exercice. Nos activités de SAR sont restées presque inchangées depuis le 30 septembre 2004 et ont légèrement augmenté depuis le début de l'exercice grâce à la solidité de nos programmes de marketing sur les marchés des PME et sur le marché commercial qui favorisent le maintien et la croissance de notre clientèle. Notre clientèle résidentielle des SAR a diminué de 2,4 %, ce qui correspond à la tendance de ces dernières années, mais un peu moins prononcée qu'au cours du premier semestre de 2005. Cette tendance traduit les pertes de parts de marché, la réduction du nombre de deuxièmes lignes à mesure que les clients migrent vers le service Internet à haute vitesse et la réduction des lignes principales à mesure que les clients adoptent la technologie du sans-fil et les solutions VolP.

Les produits d'exploitation tirés de sources autres que les SAR ont glissé de 2,1 % par rapport au troisième trimestre de 2004. La croissance des services d'accès aux données a été contrebalancée par l'incidence de la décision du CRTC au sujet de l'ARNC, soit 4,1 millions de dollars, qui a également donné lieu à une baisse de 8,9 millions de dollars des produits d'exploitation depuis le début de l'exercice. Les produits d'exploitation tirés des fonctions avancées ont reculé de 5,3 % pour le trimestre par rapport à la même période de l'exercice précédent en raison des baisses des produits d'exploitation tirés des SAR et des services facturés à l'utilisation étant donné que les consommateurs optent pour des fonctions comprises dans les forfaits de services locaux améliorés.

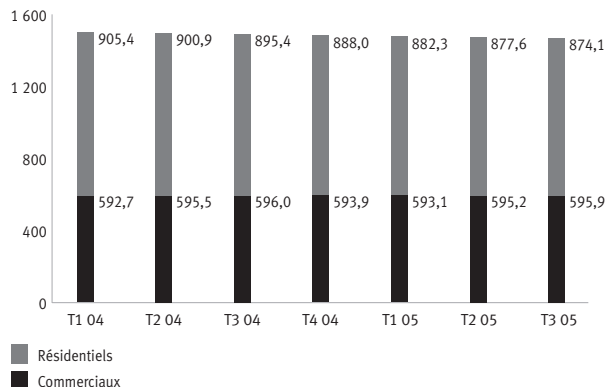
Produits d'exploitation des services interurbains

Les produits d'exploitation tirés des services interurbains proviennent de la prestation du service interurbain, du service de réseaux de données et des appels interurbains entrants.

Les produits d'exploitation des services interurbains ont fléchi de 7,3 millions de dollars ou 8,5 % par rapport au troisième trimestre de 2004 par suite de la réduction de prix la minute et d'une baisse de 0,9 % des minutes d'appels interurbains.

La baisse des produits d'exploitation tirés des services interurbains de la clientèle commerciale s'explique par la pression à la baisse sur les prix et la réduction des minutes attribuable à l'utilisation d'outils de gestion de centre de contact, au fur et à mesure que le secteur des centres de contact propose des nouvelles technologies.

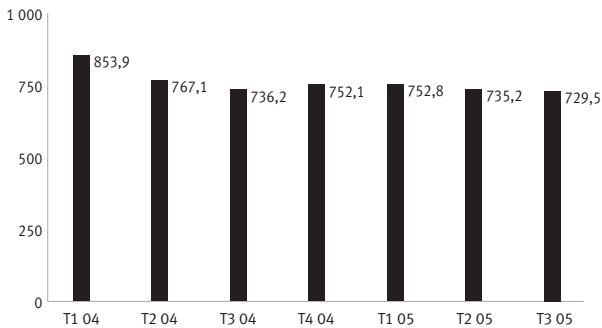
Clients des SAR câblés
en milliers



Dans l'ensemble, notre clientèle des SAR a décliné de 1,4 % au cours de l'exercice précédent. Celle des SAR commerciaux est pratiquement au même point qu'au troisième trimestre de 2004, mais marque une légère croissance depuis janvier. La clientèle des SAR résidentiels a fléchi de 2,4 %, ce qui correspond à la tendance de ces dernières années.

Minutes d'appels interurbains

Volume en millions



Les minutes d'appels interurbains ont reculé de 0,9 % depuis le 30 septembre 2004. Sur le marché résidentiel, la vive concurrence et le remplacement de l'interurbain traditionnel par les communications sans fil et Internet ont contribué au recul. Sur le marché commercial, la baisse découle des pressions concurrentielles sur les prix et de la mise en œuvre de nouvelles technologies dans les centres de contact.

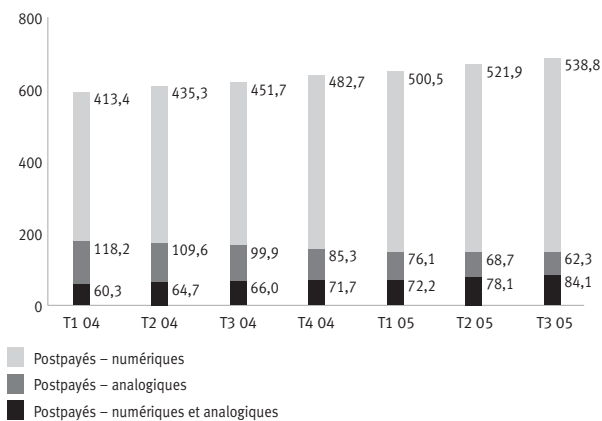
Les produits d'exploitation tirés des services interurbains de la clientèle résidentielle ont reculé sous l'action de la forte concurrence, particulièrement de la part des fournisseurs de service de contournement, et du remplacement des moyens traditionnels d'appels interurbains par les communications sans fil et Internet, qui a contribué à la baisse des minutes. L'incidence de cette baisse est atténuée en partie par le nombre de clients abonnés à des plans interurbains illimités de nos forfaits économiques. Le succès remporté par notre stratégie de commercialisation de forfaits économiques nous a permis de mieux fidéliser notre clientèle et de la stabiliser ainsi que, dans une certaine mesure, nos produits d'exploitation en 2005. La conversion des clients à nos solutions groupées contribue à faire baisser les prix répartis des divers services facturés qui entrent dans nos produits d'exploitation tirés des services interurbains, mais elle assure la croissance des produits d'exploitation des services sans fil et Internet.

Produits d'exploitation tirés des services sans fil

Les produits d'exploitation tirés des services sans fil proviennent de la prestation de services cellulaires, de services de téléavertissement et de services mobiles sur nos réseaux sans fil analogiques et numériques.

Clients des services cellulaires

en milliers



Au cours du troisième trimestre, nous avons eu des ajouts nets de 16 508 abonnés. Notre clientèle a grandi de 10,9 % par rapport à il y a un an, étant donné que nous continuons d'élargir notre couverture, qui englobe maintenant 89 % de la population du Canada atlantique, et d'améliorer notre réseau de détaillants et notre choix de produits.

Les produits d'exploitation des services sans fil ont progressé de 13,5 % par rapport au troisième trimestre de 2004, sous l'impulsion de la croissance de la clientèle et des PEMC et de l'utilisation moyenne en minutes. La hausse de 10,9 % de notre clientèle par rapport au troisième trimestre de 2004, compte tenu des ajouts nets de 16 508 abonnés, représente un bond de 105,2 % par rapport à la même période l'an dernier, étant donné que nous étendons notre couverture, que nous élargissons notre réseau de détaillants et que nous proposons un vaste choix de produits. Au 30 septembre 2005, près de 89 % de la population du Canada atlantique avait accès à notre réseau sans fil numérique, en hausse par rapport à environ 86 % à la même période l'an passé.

Notre taux de désabonnement de la clientèle est resté le plus faible de l'industrie, soit 1,4 %, en raison du nombre croissant de nos clients qui optent pour nos forfaits économiques et nos forfaits commerciaux.

Au troisième trimestre, les PEMC ont augmenté de 3,4 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation reflète les hausses de l'utilisation moyenne en minutes, de l'utilisation des services d'accès aux données, telle la messagerie textuelle, et du pourcentage de clients ayant choisi le service numérique. Notre clientèle de services numériques a augmenté de 24,7 % par rapport au troisième trimestre de 2004 et, à la fin du troisième trimestre de 2005, les abonnés des services numériques comptaient pour 85,7 % de notre clientèle totale de services cellulaires, contre 76,2 % au 30 septembre 2004. Nous avons maintenu notre position de chef de file de l'industrie avec 87,7 % de notre clientèle étant des clients de nos services postpayés au 30 septembre 2005. Les clients des services postpayés dégagent des PEMC mensuels plus élevés que ceux des services prépayés.

Sans fil – Statistiques

	Trois mois			Neuf mois		
	2005	2004	Variation en %	2005	2004	Variation en %
<i>Pour les périodes terminées les 30 septembre</i>						
Mensuel – Produits d'exploitation moyens par client (en dollars)						
Postpayés	61,07	58,51	4,4	57,59	54,58	5,5
Prépayés	13,87	12,27	13,0	12,01	10,96	9,6
Total	55,40	53,57	3,4	52,35	50,02	4,7
Mensuel – Utilisation moyenne en minutes par client	311	289	7,6	292	267	9,4
Ajouts nets	16 508	8 043	105,2	45 552	34 048	33,8
Taux de désabonnement	1,40 %	1,68 %	(16,7)	1,38 %	1,40 %	(1,4)

Produits d'exploitation tirés des services Internet

Les produits d'exploitation des services Internet proviennent des services haute vitesse et des services du réseau commuté et ils comprennent les services et les applications améliorés comme TV sur mon PC^{MC}, les services de sécurité, les téléchargements de musique et l'accès commuté rapide.

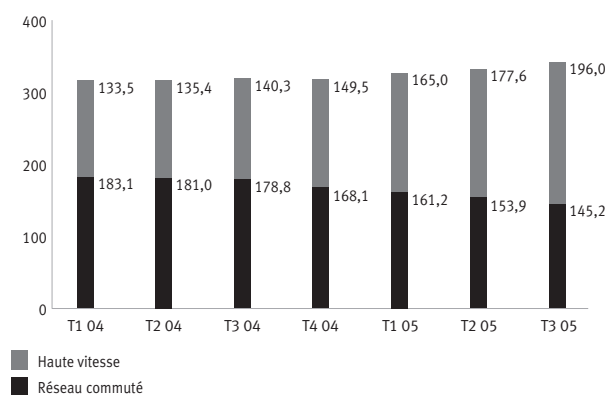
Les produits d'exploitation tirés des services Internet ont progressé de 10,9 % par rapport au troisième trimestre de 2004 en raison d'une hausse de 22,7 % des produits d'exploitation tirés des services Internet à haute vitesse.

Notre clientèle des services Internet à haute vitesse a grimpé de 39,6 % grâce au vif succès de notre programme de commercialisation à la rentrée scolaire, à la gestion proactive de la migration de la clientèle du réseau commuté, à l'élargissement de notre zone de services, à la réussite de notre campagne de commercialisation de nos nouveaux services Internet pour les petites entreprises et à la popularité de notre programme d'achat d'ordinateur personnel. Les ajouts nets de clients haute vitesse, soit 18 434 abonnés, au cours du trimestre représentent une croissance de 270,0 % en regard de la même période de l'exercice précédent. Au 30 septembre 2005, notre service Internet à haute vitesse desservait 79,4 % des foyers et 83,9 % des entreprises dans le Canada atlantique, contre respectivement 67,0 % et 76,2 % au 30 septembre 2004. Notre clientèle du réseau commuté poursuit la mise à niveau de sa connexion Internet en passant à notre service à haute vitesse. Nous continuons de gérer cette migration pour nous assurer que la grande majorité des clients qui migrent du réseau commuté vers le service Internet à haute vitesse optent pour celui d'Aliant.

Pour le troisième trimestre de 2005, le taux de désabonnement moyen pondéré a été de 2,2 %, soit supérieur au taux de désabonnement de 2,0 % pour la même période l'an passé. Des retards de traitement par suite de l'arrêt de travail ont donné lieu à une suppression temporaire des taux de désabonnement pour l'Internet en 2004.

Clients des services Internet¹

en milliers



Depuis le 30 septembre 2004, notre clientèle des services Internet à haute vitesse a grimpé de 39,6 %. Au cours du troisième trimestre, nous avons eu des ajouts nets de 18 434 abonnés sous l'effet en partie au grand succès de notre programme à la rentrée scolaire, à l'expansion de notre zone de services et au lancement réussi de notre populaire programme d'achat d'ordinateur personnel.

1) Au cours du troisième trimestre de 2005, nous avons rajusté les chiffres de la clientèle du réseau commuté étant donné qu'il a été déterminé que celle-ci avait été surévaluée de 7 009 abonnés au quatrième trimestre de 2004.

Les PEMC tirés des services Internet à haute vitesse – résidentiel ont poursuivi leur progression grâce au lancement de nouveaux programmes remplaçant les forfaits à tarifs promotionnels qui ont stimulé la croissance de la clientèle. Si les PEMC des services Internet à haute vitesse – commercial ont encore reculé, comme prévu, c'est que s'est poursuivie la pénétration de nos forfaits Internet à haute vitesse pour petites entreprises, lancés dans le cadre d'un programme stratégique plus tôt en 2005, sur le marché des PME.

Internet – Statistiques

Pour les périodes terminées les 30 septembre	Trois mois			Neuf mois		
	2005	2004	Variation en %	2005	2004	Variation en %
Produits d'exploitation (en millions de dollars)						
Réseau commuté	10 497	11 480	(8,6)	30 762	34 446	(10,7)
Haute vitesse	23 192	18 906	22,7	65 665	55 102	19,2
Total	33 689	30 386	10,9	96 427	89 548	7,7
Mensuel – Produits d'exploitation moyens par client (en dollars)						
Réseau commuté – résidentiel	19,88	20,24	(1,8)	19,85	20,03	(0,9)
Haute vitesse – résidentiel	33,51	33,44	0,2	32,56	33,56	(3,0)
Réseau commuté – commercial	47,50	45,77	3,8	47,22	45,16	4,6
Haute vitesse – commercial	84,87	100,04	(15,2)	87,67	100,49	(12,8)
Ajouts nets						
Réseau commuté	(8 697)	(2 241)	(288,1)	(22 893)	(5 148)	—
Haute vitesse	18 434	4 982	270,0	46 518	16 962	174,2
Total	9 737	2 741	255,2	23 625	11 814	100,0
Taux de désabonnement – haute vitesse						
Résidentiel	1,91 %	1,89 %	1,1	1,71 %	1,52 %	12,5
Commercial	1,83 %	2,04 %	(10,3)	1,73 %	1,88 %	(8,0)

Autres produits d'exploitation

Pour les périodes terminées les 30 septembre (en millions de dollars)	Trois mois			Neuf mois		
	2005	2004	Variation en %	2005	2004	Variation en %
Produit	32,3	24,8	30,2	91,3	76,6	19,2
Annuaire téléphonique	13,7	12,6	8,7	39,6	37,2	6,5
Innovatia	11,0	7,7	42,9	29,8	20,1	48,3
Divers	1,3	4,6	(71,7)	5,5	12,3	(55,3)
	58,3	49,7	17,3	166,2	146,2	13,7

Les ventes de produits et les produits d'exploitation de notre filiale Innovatia Inc. («Innovatia»), spécialisée dans nos applications de gestion de la connaissance, sont les éléments qui ont le plus contribué au taux de croissance de 17,3 % des autres produits au troisième trimestre par rapport à la même période l'an passé. L'expansion d'un projet existant et l'ajout de nouveaux contrats ont continué de propulser la croissance d'Innovatia au cours du troisième trimestre. Cette hausse des ventes de produits reflète l'incidence de l'arrêt de travail survenu l'an passé alors que des ressources limitées ont entraîné une réduction importante des efforts de vente des produits.

Produits d'exploitation tirés des services de TI

Les produits d'exploitation des services de TI comprennent l'intégration de systèmes, la conception de logiciels, les services d'infrastructures et d'autres services de consultation en TI.

Les produits d'exploitation des services de TI pour le troisième trimestre ont progressé de 0,3 million de dollars, ou 0,6 %, par rapport à la même période en 2004. La hausse de 2,6 % des produits d'exploitation des services de TI sous-jacents exclut l'incidence de 0,9 million de dollars du dessaisissement d'unités d'exploitation en 2004 et elle tient surtout de l'acquisition, en décembre 2004, des activités de Fujitsu Consulting (Canada) Inc. au Canada atlantique. Après le creux saisonnier créé par les vacances annuelles des conseillers au cours de

l'été, les activités des services de TI sont revenues à la normale en 2005, alors qu'en 2004 l'arrêt de travail s'était fait ressentir sur les résultats du trimestre.

Au cours du troisième trimestre de 2005, xwava a obtenu de nouveaux contrats de services et a prolongé des contrats pour un total de produits d'exploitation annuels estimés à 5,6 millions de dollars, auprès de divers clients, notamment le gouvernement du Nouveau-Brunswick, le ministère de l'Éducation de l'Ontario, le Maine Department of Health and Human Services et NAV Canada.

Produits d'exploitation tirés des solutions matérielles

Les produits d'exploitation tirés des solutions matérielles proviennent de la vente du matériel informatique, d'accessoires et de progiciels.

Les produits d'exploitation tirés des solutions matérielles ont progressé de 10,1 % pour le troisième trimestre de 2005 par rapport à la période correspondante de 2004, surtout en raison des ventes effectuées à Terre-Neuve-et-Labrador et en Ontario.

Charges d'exploitation

<i>Pour les périodes terminées les 30 septembre (en millions de dollars)</i>	Trois mois			Neuf mois		
	2005	2004	Variation en %	2005	2004	Variation en %
Charges						
Charges d'exploitation						
Coût des produits d'exploitation	61,1	52,8	15,6	210,8	185,8	13,4
Coûts des régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	23,3	16,9	38,4	73,5	57,2	28,6
Autres charges d'exploitation	233,3	257,2	(9,3)	692,0	733,6	(5,7)
	317,7	326,9	(2,8)	976,3	976,6	—
Amortissement	98,2	98,6	(0,3)	295,8	298,1	(0,8)
Imputation de restructuration	—	0,6	—	—	5,2	—
	415,9	426,1	(2,4)	1 272,1	1 279,9	(0,6)

Coût des produits d'exploitation

Le coût des produits d'exploitation s'est accru de 15,6 % pour le troisième trimestre comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation a découlé surtout du coût des produits vendus entraîné par la hausse de 30,2 % des ventes de produits de télécommunications en regard du troisième trimestre de l'exercice précédent. Le coût des produits d'exploitation inclut également les coûts de résiliation et les contributions.

Coûts des régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

<i>Pour les périodes terminées les 30 septembre (en millions de dollars)</i>	Trois mois			Neuf mois		
	2005	2004	Variation en %	2005	2004	Variation en %
Régimes de retraite à prestations déterminées	18,3	10,4	76,0	54,9	36,2	51,7
Régimes de retraite à cotisations déterminées	0,8	2,6	(69,2)	5,9	9,4	(37,2)
Autres avantages postérieurs à l'emploi	4,2	3,9	7,7	12,7	11,6	9,5
Coûts des régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	23,3	16,9	38,4	73,5	57,2	28,6

Les coûts des régimes de retraite à prestations déterminées (RRPD) pour le troisième trimestre de 2005 se sont accrus par rapport à la même période de 2004 en raison principalement de l'amortissement du solde plus élevé des pertes actuarielles nettes des exercices antérieurs. Ces dernières ont augmenté du fait d'une hausse de l'obligation au titre des prestations constituées. Cette hausse est attribuable au taux d'intérêt plus faible pour l'obligation future et aux coûts des services passés supplémentaires liés aux modifications de régimes effectuées en 2004. Au cours du troisième trimestre de 2005, nous avons amorti des pertes cumulées supplémentaires de 4,0 millions de dollars au moyen de la charge de retraite comparativement au troisième trimestre de 2004.

Les coûts des régimes de retraite à cotisations déterminées (RRCD) correspondent au coût des services rendus au cours de la période attribuable à nos cotisations aux comptes d'épargne-retraite des employés. Les coûts des RRCD pour le troisième trimestre de 2005 ont été inférieurs à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent parce que le nombre d'employés participant à nos RRCD a diminué, du fait que certains employés admissibles sont passés d'un RRCD à un RRPD par suite des modifications de régimes effectués en 2004. Cette baisse des coûts a aussi découlé du remboursement de 1,1 million de dollars de cotisations effectuées plus tôt en 2005 relativement aux employés qui sont ensuite passés à un RRPD en date du 1^{er} janvier 2005.

Autres charges d'exploitation

Dans l'ensemble, les autres charges d'exploitation ont reculé de 23,9 millions de dollars au cours du troisième trimestre comparativement à la même période l'an passé. Cette baisse s'explique par les près de 23 millions de dollars engagés en frais supplémentaires au cours de l'arrêt de travail survenu en 2004. Nous comprimons les coûts nécessaires pour soutenir la croissance de nos services sans fil et Internet par une saine gestion générale des dépenses, et par des améliorations de la productivité et des économies de coûts estimées à environ 11 millions de dollars pour le trimestre et à 28 millions de dollars depuis le début de l'exercice, réalisées grâce à notre PERA de 2004.

Autres charges

Autres produits (charges)

Les autres produits (charges) comprennent les éléments hors exploitation comme les intérêts créditeurs, les gains sur la vente de propriétés, l'impôt provincial des grandes sociétés et les charges liées à notre programme de titrisation de créances. La comparaison du troisième trimestre de 2005 avec le trimestre correspondant de l'exercice précédent nous permet de constater que les autres charges ont diminué étant donné qu'une charge non récurrente pour éventualités avait été inscrite en 2004.

Intérêts débiteurs

Les intérêts débiteurs pour le troisième trimestre de 2005 ont été conformes aux intérêts débiteurs de la période correspondante de 2004. Bien que le solde de notre dette à long terme soit d'environ 60 millions de dollars plus élevé au 30 septembre 2005 qu'à la même date l'an passé, une baisse du taux d'intérêt sur la dette émise en mai 2005 ainsi que l'avantage découlant de l'échange de certains taux d'intérêt fixes contre des taux variables se sont traduits par des intérêts équivalents à ceux du trimestre correspondant de 2004.

Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts sur les bénéfices du troisième trimestre de 2005 a augmenté de 20,0 millions de dollars par rapport à la même période en 2004. Bien que la hausse du bénéfice net avant impôts et taxes ait donné lieu à une charge d'impôts plus élevée en 2005, l'augmentation est surtout due à une réduction de 5,5 millions de dollars de la charge d'impôts pour le troisième trimestre de 2004 par suite de la résolution favorable de questions fiscales touchant des années antérieures, qui a permis d'annuler des provisions pour impôts établies à des taux d'imposition plus élevés au cours d'exercices antérieurs. En outre, des pertes d'exploitation ont été subies au troisième trimestre de 2005 par les activités de xwave en Irlande et aux États-Unis et aucune économie d'impôts future n'a été constatée pour ces pertes.

La composante impôts futurs de la charge d'impôts totale a augmenté au troisième trimestre de 2005 par rapport au troisième trimestre de 2004. Il y a un écart entre la charge d'impôts courante et la charge d'impôts future lorsque, par rapport au bénéfice avant impôts, le bénéfice net calculé aux fins de l'impôt fait l'objet de déductions plus élevées ou d'ajouts inférieurs. L'augmentation de la charge d'impôts future pour le troisième trimestre de 2005 s'explique par l'accroissement des investissements en immobilisations et des déductions liées au PERA effectuées aux fins de l'impôt au troisième trimestre de 2005 par rapport à la même période il y a un an.

GESTION FINANCIÈRE ET GESTION DE CAPITAUX
Sommaire des flux de trésorerie

Pour les périodes terminées les 30 septembre (en millions de dollars)	Trois mois			Neuf mois		
	2005	2004	Variation en %	2005	2004	Variation en %
Flux de trésorerie d'exploitation :						
Activités d'exploitation						
Bénéfice net	50,8	37,0	37,2	144,2	123,2	17,0
Rajustements pour rapprocher le bénéfice net des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation						
Capitalisation des RRPD et autres avantages postérieurs à l'emploi	(20,5)	(17,4)	17,8	(120,5)	(77,2)	56,1
Coût net des régimes d'avantages sociaux	22,5	14,3	57,3	67,6	47,7	41,7
Variation des soldes hors caisse du fonds de roulement	85,2	66,6	27,9	46,0	5,6	—
Amortissement et autres éléments hors trésorerie	100,0	93,4	7,1	302,4	295,4	2,4
	238,0	193,9	22,8	439,7	394,7	11,4
Rachat d'actions ordinaires	(46,1)	(7,1)	—	(125,6)	(50,6)	148,2
Dividendes sur actions privilégiées et sur actions ordinaires	(39,1)	(37,3)	4,8	(118,8)	(112,5)	5,6
Produit de la dette à long terme	—	—	—	149,3	—	—
Investissements en immobilisations	(99,7)	(51,4)	94,0	(286,9)	(180,7)	58,8
Autres activités de financement et d'investissement	(1,4)	1,8	—	(9,8)	(9,6)	2,1
Augmentation nette des flux de trésorerie	51,7	99,9	(48,2)	47,9	41,3	16,0

Activités d'exploitation

Au cours du troisième exercice de 2005, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont élevés à 238,0 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 44,1 millions de dollars par rapport à la même période en 2004. L'amélioration du fonds de roulement, alimentée par la réception d'un remboursement d'impôts important et un bénéfice net plus élevé, a contribué à la hausse de 22,8 %.

Capitalisation des RRPD et des régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi

En 2005, nous prévoyons verser entre 70 et 80 millions de dollars de cotisations obligatoires à nos RRPD. Nous versons des cotisations mensuelles à nos régimes de retraite d'après cette estimation. Si nos cotisations obligatoires sont maintenant plus élevées qu'en 2004, c'est en raison principalement de l'incidence prévue des modifications apportées aux RRPD à la fin de 2004.

En 2005, nous prévoyons verser entre 5 et 7 millions de dollars de cotisations à la caisse de nos régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi.

Coût net des régimes d'avantages sociaux

Le coût net des régimes d'avantages sociaux comprend les coûts des RRPD et des régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi. Voir la rubrique «Coût des régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi» pour une analyse de ces éléments.

Variation des soldes hors caisse du fonds de roulement

Pour les périodes terminées les 30 septembre (en millions de dollars)	Trois mois			Neuf mois		
	2005	2004	Variation en %	2005	2004	Variation en %
Débiteurs	(40,5)	10,5	—	(12,6)	45,4	—
Charges payées d'avance	12,9	17,5	(26,3)	(9,3)	(4,0)	132,5
Stocks	(1,7)	2,6	—	2,7	3,5	(22,9)
Créditeurs et charges à payer	35,9	5,2	—	(25,2)	(27,8)	(9,4)
Bénéfice net et autres impôts à recevoir et à payer	78,6	30,8	155,2	90,4	(11,5)	—
Variation des soldes hors caisse du fonds de roulement	85,2	66,6	27,9	46,0	5,6	—

Au cours du troisième trimestre de 2005, la variation des soldes hors caisse du fonds de roulement a généré des liquidités de 85,2 millions de dollars, soit 18,6 millions de dollars ou 27,9 % de plus de flux de trésorerie d'exploitation que la variation au troisième trimestre de 2004. L'importante variation positive du fonds de roulement pour le trimestre est attribuable surtout à la réception d'un remboursement d'impôts attendu pour 2004 d'environ 55 millions de dollars et à des acomptes provisionnels moins élevés que la charge d'impôts courante, compensés par la hausse des débiteurs amenée par l'accroissement des produits d'exploitation et par l'augmentation d'une créance à recevoir d'une partie reliée.

Rachat d'actions ordinaires

Dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires qui a commencé le 6 août 2003 et qui s'est terminée le 5 août 2004, nous avons racheté des actions ordinaires au comptant au cours du marché par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Le 4 février 2005, nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des affaires semblable mais nouvelle en vertu de laquelle nous pouvons acquérir 6 637 200 actions ordinaires supplémentaires avant l'expiration de l'offre le 3 février 2006.

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2005, nous avons racheté pour annulation respectivement 1 675 643 et 4 524 522 actions, totalisant respectivement 46,1 millions de dollars et 125,6 millions de dollars. Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2004, nous avons racheté pour annulation respectivement 268 846 et 1 732 130 actions, totalisant respectivement 7,1 millions de dollars et 50,6 millions de dollars.

Pour de plus amples renseignements sur cette offre, consultez la note 8 afférente à nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 30 septembre 2005. Les actionnaires peuvent communiquer avec nous pour obtenir un exemplaire de l'avis d'intention déposé auprès de la Bourse de Toronto relativement à l'offre.

Dividendes sur actions privilégiées et sur actions ordinaires

La hausse de 1,8 million de dollars par rapport à la même période il y a un an, des dividendes versés au cours du trimestre reflète la majoration de 0,02 \$ du taux de dividende trimestriel à 0,295 \$ l'action ordinaire, majoration approuvée au premier trimestre de 2005, mais en partie atténuée par une diminution du nombre d'actions en circulation résultant de l'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires.

Produit de la dette à long terme

En mai 2005, nous avons émis 150,0 millions de dollars (pour un produit net de 149,3 millions de dollars) en billets de sept ans conformément au prospectus préalable déposé le 9 mai 2005. Les billets portent intérêt à 4,52 % par année, arrivent à échéance le 24 mai 2012 et sont rachetables en tout temps au montant le plus élevé entre la valeur nominale et le prix de rendement des obligations du Canada. Le produit tiré de cette émission servira à rembourser le montant de 150,0 millions de dollars en billets à moyen terme arrivant à échéance en novembre 2005.

Investissements en immobilisations

Les liquidités utilisées pour les investissements en immobilisations au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2005 marquent une hausse de respectivement 8,3 millions de dollars et de 106,2 millions de dollars par rapport aux mêmes périodes de 2004, puisque les dépenses ont repris leur niveau normal à la suite de l'arrêt de travail survenu en 2004. Nous avons continué à investir dans nos services de téléphonie filaire traditionnels selon les besoins et avons accru nos investissements dans les secteurs de croissance du sans-fil et de l'Internet. Nous prévoyons que le rythme de nos investissements ralentira légèrement au quatrième trimestre de 2005, en raison de la réalisation réussie au cours du troisième trimestre d'une tranche importante de nos investissements prévus dans notre réseau à large bande, notre réseau IPTV et les réseaux de données de la prochaine génération.

Autres activités de financement et d'investissement

Un total de 5,0 millions de dollars a été racheté dans le cadre de notre programme de titrisation de créances au cours du premier semestre de 2005 et de 2004, mais il n'y a pas eu de changement au troisième trimestre de 2005 ou de 2004. De plus amples renseignements sur le programme de titrisation de créances sont fournis à la section «Arrangements hors bilan».

Nous avons également acquis du matériel de production valant 4,7 millions de dollars au moyen d'un contrat de location-acquisition, dont les détails figurent à la note 7 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 30 septembre 2005.

Liquidités

Besoins de liquidités

Pour le reste de 2005, nous aurons besoin de liquidités pour les investissements en immobilisations, les remboursements de la dette à long terme, les paiements sur le solde de l'imputation de restructuration, les versements de dividendes, les achats d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires, les cotisations obligatoires au titre des régimes de retraite et le règlement d'autres engagements. Nous utiliserons nos liquidités à ces fins, notamment comme suit :

- Des investissements en immobilisations seront effectués au besoin pour soutenir notre infrastructure existante et faire progresser nos stratégies de croissance et de transformation.
- Les remboursements prévus de la dette à long terme pour 2005 comprendront principalement celui d'un billet de 150,0 millions de dollars arrivant à échéance en novembre.
- Des paiements au comptant seront faits pour les activités de restructuration des exercices précédents, principalement le PERA de 2004. Au 30 septembre 2005, le solde de l'imputation de restructuration faite en 2004 était de 14,4 millions de dollars. Les participants au PERA peuvent choisir de recevoir la totalité de leurs versements à la date de leur départ à la retraite, ou décider d'en reporter une partie au mois de janvier qui suit l'année de leur retraite.
- Des dividendes seront payés au taux en vigueur, pour un total d'environ 39 millions de dollars par trimestre pour les actions ordinaires et les actions privilégiées. Si des actions sont rachetées dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des affaires, les liquidités totales nécessaires pour les paiements de dividendes seront légèrement réduites.
- Nous prévoyons racheter avant le 3 février 2006 les 2 112 678 actions ordinaires autorisées en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des affaires.
- Les cotisations obligatoires aux caisses des RRPD devraient totaliser entre 70 et 80 millions de dollars pour 2005; 56,5 millions de dollars ont été versés depuis le début de l'exercice. Nous procédons actuellement à la mise à jour des évaluations actuarielles de nos RRPD pour l'exercice terminé le 31 décembre 2004 et nous prévoyons que celles-ci seront terminées et déposées auprès de l'autorité de réglementation au cours du quatrième trimestre de l'exercice actuel. Si nécessaire, nous modifierons la capitalisation de nos RRPD en fonction de ces évaluations.
- Des fonds seront affectés à d'autres engagements, notamment les contrats de location-exploitation et les engagements d'achat de matériel et d'autres infrastructures de réseau, ainsi qu'aux éventualités présentées aux notes 10 et 11 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 30 septembre 2005.

Sources de liquidités

Nous prévoyons être en mesure de répondre à nos futurs besoins de liquidités en puisant dans nos fonds en caisse et les rentrées provenant des activités d'exploitation et grâce à l'accès aux marchés financiers.

Structure du capital

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	30 septembre 2005		31 décembre 2004	
Actions ordinaires	1 259,8	50,6 %	1 358,4	55,6 %
Actions privilégiées	172,3	6,9 %	172,3	7,1 %
Part des actionnaires sans contrôle	4,0	0,2 %	5,2	0,2 %
Dette à long terme, y compris la tranche échéant à moins d'un an	1 049,2	42,2 %	896,4	36,7 %
Effets à payer et avances bancaires	3,2	0,1 %	9,1	0,4 %
Total du capital	2 488,5	100,0 %	2 441,4	100,0 %
Dette en pourcentage du total du capital	42,3 %		37,1 %	

Actions ordinaires

Nous décidons à notre gré du rythme des rachats d'actions ordinaires dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des affaires. Entre le 1^{er} octobre et le 21 octobre 2005, nous avons racheté aux fins d'annulation 382 347 actions pour 10,5 millions de dollars dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires.

Au 21 octobre 2005, les actions suivantes étaient en circulation, et les options sur actions suivantes étaient en cours :

Autorisé

Nombre illimité d'actions privilégiées, pouvant être émises en séries.

Nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale.

Émis

<i>(en millions de dollars, sauf indication contraire)</i>	21 octobre 2005	
	Nombre d'actions	Valeur
Actions privilégiées de série 2	7 000 000	172,3
Actions ordinaires	128 024 427	1 018,8
		1 183,1

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en cours	2 896 466	30,25
Options exerçables	2 088 454	30,34

Dettes

Notre structure financière dispose de plusieurs sources possibles de liquidités :

- Nous maintenons un excellent accès aux marchés financiers, ce qui confère plus de souplesse à notre structure de capital. En mai 2005, nous avons déposé un prospectus préalable qui nous a permis d'émettre un placement maximal de 350,0 millions de dollars en billets à moyen terme afin d'obtenir des fonds au besoin durant la période de 25 mois du prospectus. Comme il est indiqué ci-dessus, nous avons fait un placement de 150,0 millions de dollars en billets à moyen terme au deuxième trimestre de 2005. Un autre placement de 200,0 millions de dollars est autorisé en vertu du prospectus préalable.
- Au 30 septembre 2005, nous disposons de lignes de crédit totalisant 607,5 millions de dollars, montant inchangé depuis le 30 juin 2005. De plus amples renseignements sur nos arrangements de crédit actuels sont fournis à la note 10 afférente à nos états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2004.

Notations de crédit

	Standard & Poor's (S&P)	Dominion Bond Rating Service (DBRS)
Notation de crédit d'Aliant	A perspective négative	A tendance négative (basse)
Actions privilégiées d'Aliant	P-2 (élevé)	Pfd-2 tendance négative (basse)
Effets de commerce d'Aliant	A-1	R-1 tendance stable (basse)
Dettes à long terme non garantie d'Aliant Telecom	A	A tendance négative

Autres arrangements financiers

Nos besoins de liquidités peuvent être également touchés par les risques d'illiquidité liés à nos arrangements hors bilan et aux instruments dérivés.

Arrangements hors bilan

Nous vendons, en vertu d'une convention de rachat, certaines créances à une fiducie de titrisation. Au cours du deuxième trimestre de 2005, nous avons racheté 5,0 millions de dollars de nos créances qui ont été portées en diminution de notre produit comptant cumulé. Le produit comptant cumulé dans notre fiducie de titrisation totalisait 120,0 millions de dollars au 30 septembre 2005 et la garantie exigée selon le programme, comptabilisée à titre de droits conservés, était de 41,6 millions de dollars au 30 septembre 2005, chiffres identiques à ceux au 30 juin 2005.

De plus amples renseignements sur cet arrangement sont fournis aux notes 1 et 3 de nos états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2004.

Utilisation d'instruments financiers dérivés

Un swap de taux d'intérêt et des swaptions de taux d'intérêt sont les principaux instruments financiers dérivés que nous utilisons. L'objet ou les conditions de ces conventions sont demeurés inchangés au cours du troisième trimestre de 2005.

Étant donné le niveau des taux d'intérêt actuel et prévu au cours du prochain exercice, nous prévoyons exercer nos deux swaptions de taux d'intérêt avant leur date d'expiration en mars et en juillet 2006. L'exercice de ces swaptions par la contrepartie nous permettra de passer à un swap de taux d'intérêt fixe-variable de 2006 jusqu'à 2013. Nous paierons des taux d'intérêt fixes de 10,45 % sur un notionnel de 50,0 millions de dollars et de 11,125 % sur un notionnel de 40,0 millions de dollars et, en échange, nous recevrons des paiements d'intérêt au taux variable des acceptations bancaires à trois mois. Au 30 septembre 2005, la juste valeur de ces ententes s'élevait à 35,4 millions de dollars en faveur de la contrepartie. Nous avons enregistré la prime non amortie que nous avons reçue en 1997 et en 2001 à l'égard de ces swaptions comme produit comptabilisé d'avance de 7,7 millions de dollars. L'écart de 27,7 millions de dollars constitue une perte reportée qui ne figure pas dans nos états financiers étant donné l'application de la comptabilité de couverture à ces opérations. Si les ententes étaient annulées en date du 30 septembre 2005, ce montant devrait être enregistré comme une perte dans nos résultats. La perte qui sera constatée à l'exercice de ces swaptions dépendra des taux d'intérêt qui seront en vigueur aux dates d'exercice en 2006.

De plus amples renseignements sur nos instruments financiers dérivés sont fournis aux notes 1 et 20 afférentes à nos états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2004.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES RELIÉES

Notre seule partie reliée importante continue d'être notre actionnaire majoritaire, Bell Canada, propriété exclusive de BCE Inc. La nature de notre relation et nos opérations entre parties reliées sont demeurées pratiquement inchangées au cours du troisième trimestre de 2005. Pour en savoir davantage sur nos opérations entre parties reliées, se reporter à la note 1 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la période terminée le 30 septembre 2004 et à la note 22 afférente à nos états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 2004.

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES ET ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés selon les PCGR du Canada. Nos conventions et méthodes comptables et nos estimations et hypothèses comptables critiques sont conformes à celles décrites à la note 1 afférente aux états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2004, à l'exception des deux modifications de conventions comptables annoncées et présentées dans le rapport de gestion figurant dans notre rapport annuel de 2004.

Nous avons modifié nos conventions comptables relatives aux coûts d'acquisition d'abonnés et aux produits et charges liés aux annuaires téléphoniques afin de pouvoir fournir des informations plus pertinentes dans les états financiers. De plus amples renseignements sur les modifications de nos conventions comptables figurent à la note 1 afférente à nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 30 septembre 2005.

Nouvelles conventions comptables

Nous nous tenons à jour sur les changements apportés aux normes et aux notes d'orientation en comptabilité afin de continuer à nous conformer aux PCGR du Canada.

Les changements aux normes et aux notes d'orientation en comptabilité publiés jusqu'à ce jour n'ont pas donné lieu à des modifications de notre comptabilité au cours des neuf premiers mois et ne devraient pas en entraîner pour le reste de 2005.

RISQUE ET GESTION DES RISQUES

La direction est confiante quant à nos perspectives à long terme, mais nous sommes conscients de notre exposition à un certain nombre de risques dans le cours normal des affaires qui pourraient avoir une incidence négative sur notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. Nous avons relevé des risques importants dont nous connaissons l'existence pour l'exercice terminé le 31 décembre 2004 et dont nous avons fait état dans le rapport de gestion figurant dans notre rapport annuel de 2004.

Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas relevé de changement important dans la nature des risques auxquels nous sommes exposés. Nous avons fourni des informations à jour sur nos environnements réglementaire et concurrentiel sous la rubrique «Mise à jour sur notre environnement».

Litiges et autres éventualités

Nous avons décrit certaines procédures judiciaires et d'autres éventualités auxquelles nous sommes parties à la note 24 afférente aux états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2004. En septembre 2005, l'action qu'avaient intentée contre nous 132 anciens employés ayant pris une retraite anticipée en vertu du programme d'encouragement à la retraite anticipée de 1998 a été abandonnée, et chacune des parties a absorbé ses propres frais de contentieux. Aucun changement important n'est survenu dans les procédures judiciaires nous concernant qui serait susceptible d'avoir une incidence sur notre situation financière. Compte tenu des circonstances actuelles relativement aux règles visant le compte de report, nous avons révisé l'estimation de notre compte de report à entre 7 et 36 millions de dollars, comme précisé à la note 11 afférente à nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 30 septembre 2005.

Cotisations aux régimes de retraite et aux régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi

D'après les évaluations effectuées en 2004 en date du 31 décembre 2003 et les estimations relatives aux besoins additionnels de capitalisation qui sont attribuables aux modifications de régimes de 2004, on estime à entre 70 et 80 millions de dollars les cotisations obligatoires à verser aux RRPD pour 2005. Cette estimation est sujette à changement, étant donné que des évaluations actuarielles en date du 31 décembre 2004 sont présentement en cours de préparation. Les niveaux requis de capitalisation pour 2005 et par la suite seront prescrits par suite de cette mise à jour des évaluations actuarielles. L'incidence réelle de facteurs comme les modifications de régimes, le PERA, le taux d'actualisation et les statistiques actuarielles des régimes pourrait être différente de celle prévue initialement. Par conséquent, les évaluations pourraient donner lieu à des cotisations obligatoires minimales qui seraient différentes de l'estimation qui a été fournie.

INFORMATION FINANCIÈRE SUPPLÉMENTAIRE

Le tableau ci-après présente les principales données financières consolidées pour les huit derniers trimestres. Cette information trimestrielle a été préparée de la même manière que les états financiers consolidés.

Information financière trimestrielle (non vérifié)

Pour les huit trimestres terminés le 30 septembre 2005

(en millions de dollars, sauf les montants par action)

	2003		2004				2005		
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	
Total des produits d'exploitation	530,4	515,6	508,7	499,3	509,8	524,4	517,3	520,1	
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	42,1	46,0	40,2	37,0	7,5	43,6	49,8	50,8	
Bénéfice net tiré des activités abandonnées	100,4	—	—	—	—	—	—	—	
Bénéfice net	142,5	46,0	40,2	37,0	7,5	43,6	49,8	50,8	
Dividendes sur actions privilégiées	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	2,4	
Bénéfice net applicable aux actions ordinaires	140,1	43,6	37,8	34,7	5,1	41,2	47,4	48,4	
Résultat de base par action ordinaire									
Activités poursuivies	0,29	0,33	0,28	0,26	0,04	0,31	0,36	0,37	
Activités abandonnées	0,75	—	—	—	—	—	—	—	
Résultat de base par action ordinaire	1,04	0,33	0,28	0,26	0,04	0,31	0,36	0,37	
Résultat dilué par action ordinaire									
Activités poursuivies	0,29	0,33	0,28	0,26	0,04	0,31	0,36	0,37	
Activités abandonnées	0,74	—	—	—	—	—	—	—	
Résultat dilué par action ordinaire	1,03	0,33	0,28	0,26	0,04	0,31	0,36	0,37	

Incidence des facteurs dans le cours normal des affaires

Les résultats de 2004 ont été touchés par l'arrêt de travail qui a duré du 23 avril au 20 septembre, et par la constitution d'un PERA en décembre. La comparabilité des résultats d'exploitation de 2005 avec ceux de 2004 est abordée plus en détail dans le présent document.

Tendances et caractère saisonnier des résultats

Nos résultats trimestriels sont touchés par des tendances actuelles et des fluctuations saisonnières des résultats comme il est indiqué dans le rapport de gestion figurant dans notre rapport annuel de 2004. Le caractère saisonnier des résultats a été considérablement réduit, en date du 1^{er} janvier 2005, lorsque nous avons modifié notre convention de constatation des produits et charges liés aux annuaires téléphoniques, passant d'une comptabilisation à la date de publication à une comptabilisation par reports et amortissements. Cette modification de convention comptable a été appliquée rétroactivement avec un retraitement des périodes antérieures. Elle

élimine les fluctuations saisonnières dans les résultats trimestriels de nos activités d'annuaires téléphoniques. De même, au cours de 2005, une tendance d'amélioration de la rentabilité s'est manifestée dans le segment Technologies de l'information en raison à la fois d'une structure de coûts plus faibles résultant des activités de restructuration au cours des exercices précédents et d'une demande accrue des services de TI.

Coûts des régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

La plupart des hypothèses comptables et des calculs relatifs aux régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi ont une incidence sur la charge comptabilisée pour un exercice entier et, par conséquent, ces coûts connaissent des écarts d'un exercice à l'autre. Les chiffres trimestriels comparatifs peuvent être touchés par certains facteurs comme les résultats d'évaluations des régimes de retraite, des modifications des régimes de retraite et la variabilité des salaires cotisables trimestriels. Au cours du troisième trimestre de 2005, la charge au titre des RRCD a été réduite d'un remboursement de 1,1 million de dollars des cotisations patronales qui avaient été faites plus tôt au cours du présent exercice.

Incidence des coûts des régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi (non vérifié)

Pour les huit trimestres terminés le 30 septembre 2005 (en millions de dollars, sauf les montants par action)	2003				2004			2005
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
Diminution des éléments suivants :								
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	(9,9)	(13,3)	(12,2)	(10,7)	(11,7)	(16,0)	(15,7)	(14,8)

Incidence de facteurs hors du cours normal des affaires

Au cours des trois premiers trimestres de 2005, aucun facteur hors du cours normal des affaires n'a eu d'incidence sur nous. Cependant, de pareils facteurs ont influé sur les résultats de trimestres antérieurs, comme il est indiqué dans le tableau ci-après et notre rapport annuel 2004.

Incidence de facteurs hors du cours normal des affaires (non vérifié)

Pour les huit trimestres terminés le 30 septembre 2005 (en millions de dollars, sauf les montants par action)	2003				2004			2005
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
Diminution du bénéfice net lié aux activités poursuivies								
Imputation de restructuration	0,6	(1,9)	(0,9)	(0,4)	(42,3)	—	—	—
Dépréciation de placements	(12,3)	—	—	—	—	—	—	—
	(11,7)	(1,9)	(0,9)	(0,4)	(42,3)	—	—	—
Augmentation (diminution) du bénéfice net lié aux activités abandonnées								
Gain (perte) à la vente d'une filiale	95,7	—	—	—	—	—	—	—
Incidence sur le bénéfice net	84,0	(1,9)	(0,9)	(0,4)	(42,3)	—	—	—

ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs qui ont trait à notre situation financière future et à nos résultats d'exploitation futurs. Ces déclarations sont fondées sur les prévisions et les estimations actuelles quant aux marchés sur lesquels nous œuvrons et sur les opinions et les hypothèses de la direction relatives à ces marchés. Dans certains cas, les énoncés prospectifs peuvent être indiqués par des termes tels que «prévoit», «croît», «pourrait», «s'attend à», «planifie», «cherche», «peut», «entend», «fera», et d'autres expressions similaires. Ces déclarations sont assujetties à des risques et à des incertitudes importants qui sont difficilement prévisibles et à des hypothèses qui peuvent se révéler inexactes. Certains des facteurs pouvant amener les résultats ou les événements à différer de manière importante des prévisions actuelles comprennent, sans pour autant s'y limiter, la conjoncture économique générale, les conditions du marché ou du contexte d'affaires, la concurrence accrue, les modifications des règles ou des exigences réglementaires, les changements technologiques, les fluctuations des taux d'intérêt et des rendements des placements des régimes de retraite et le succès des mesures pour accroître la productivité. Certains de ces facteurs échappent à notre contrôle. Si l'un de ces facteurs avait une incidence imprévue sur nous, ou si les hypothèses sous-jacentes aux énoncés prospectifs se révélaient inexactes, les résultats réels ou événements réels pourraient différer considérablement des résultats ou des événements prévus. Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document et les documents dont il est fait référence dans le présent document est fait sous réserve de la présente mise en garde. Rien ne garantit que ni les résultats ni les faits prévus par nous se réaliseront ou, même s'ils se réalisent en quasi-totalité, qu'ils auront les conséquences prévues. Le lecteur ne doit pas se fier exagérément à tout énoncé prospectif.

États financiers (non vérifié)

BILANS CONSOLIDÉS

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	Au 30 septembre 2005	Au 31 décembre 2004 <i>(comme retraité, note 1)</i>
Actif			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		71 148	138 265
Effet à recevoir d'une partie reliée	1	300 000	185 000
Débiteurs	2	259 535	251 054
Stocks		19 954	22 654
Charges payées d'avance		31 920	22 642
Impôts à recevoir	3	3 829	28 299
		686 386	647 914
Investissements en immobilisations	4	1 913 073	1 920 282
Autres actifs			
Charges reportées		61 194	56 101
Actifs d'impôts futurs	3	25 232	32 883
Actif au titre des prestations constituées	5	234 280	172 680
Écart d'acquisition	1	60 838	60 783
Actifs incorporels à durée de vie indéfinie	1	2 975	2 952
		384 519	325 399
Total de l'actif		2 983 978	2 893 595
Passif et capitaux propres			
Passif à court terme			
Effets à payer et avances bancaires		3 188	9 101
Créditeurs et charges à payer	6	243 326	263 485
Impôts à payer	3	63 871	1 865
Passif d'impôts futurs		460	4 840
Dettes à long terme échéant à moins d'un an		155 096	153 043
		465 941	432 334
Dettes à long terme	7	894 165	743 342
Passif au titre des prestations constituées	5	179 065	170 344
Produits comptabilisés d'avance		8 760	11 660
		1 547 931	1 357 680
Part des actionnaires sans contrôle		3 972	5 242
Capitaux propres			
Capital social	8	1 186 106	1 216 993
Surplus d'apport		618	—
Bénéfices non répartis		245 351	313 680
		1 432 075	1 530 673
Total du passif et des capitaux propres		2 983 978	2 893 595

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Au nom du conseil d'administration,

Président du conseil d'administration

Administrateur



Charles White



Edward Reevey

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Pour les périodes terminées les 30 septembre

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

Notes	Trois mois		Neuf mois	
	2005	2004	2005	2004
		(comme retraité, note 1)		(comme retraité, note 1)
	520 054	499 298	1 561 793	1 523 644
Produits d'exploitation				
Charges				
Charges d'exploitation	317 645	326 941	976 287	976 630
Amortissement	98 244	98 570	295 820	298 078
Imputation de restructuration	6 —	642	—	5 198
	415 889	426 153	1 272 107	1 279 906
Bénéfice d'exploitation	104 165	73 145	289 686	243 738
Autres produits (charges)	305	(2 716)	(1 943)	1 539
Intérêts débiteurs				
Intérêt sur la dette à long terme	19 186	19 619	54 562	57 243
Autres intérêts débiteurs	454	146	928	329
	19 640	19 765	55 490	57 572
Bénéfice avant les éléments présentés ci-dessous	84 830	50 664	232 253	187 705
Impôts sur les bénéfices				
Charge d'impôts exigibles	32 640	16 907	81 842	69 876
Charge (recouvrement) d'impôts futurs	609	(3 683)	4 389	(6 574)
	33 249	13 224	86 231	63 302
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle	51 581	37 440	146 022	124 403
Part des actionnaires sans contrôle	754	405	1 826	1 211
Bénéfice net	50 827	37 035	144 196	123 192
Résultat par action ordinaire				
Résultat de base et dilué	0,37	0,26	1,05	0,87

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

ÉTATS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS CONSOLIDÉS

Pour les neuf mois terminés les 30 septembre

(en milliers de dollars)

Notes	2005	2004
		(comme retraité, note 1)
Bénéfices non répartis au début de la période, comme déjà présenté	360 351	415 866
Modifications de conventions comptables	1 (46 670)	(40 282)
Bénéfices non répartis au début de la période, comme retraité	313 681	375 584
Bénéfice net	144 196	123 192
Dividendes sur actions privilégiées	(7 153)	(7 153)
Dividendes sur actions ordinaires – payés en espèces	(111 661)	(105 316)
Dividendes sur actions ordinaires – réinvestis par l'intermédiaire du régime de réinvestissement des dividendes	(3 958)	(4 146)
Excédent du rachat d'actions ordinaires sur la valeur déclarée	8 (89 754)	(36 705)
Bénéfices non répartis à la fin de la période	245 351	345 456

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Pour les périodes terminées les 30 septembre

(en milliers de dollars)

Notes	Trois mois		Neuf mois	
	2005	2004	2005	2004
		<i>(comme retraité, note 1)</i>		<i>(comme retraité, note 1)</i>
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	50 827	37 035	144 196	123 192
Rajustements afin de rapprocher le bénéfice net des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Amortissement	98 244	98 570	295 820	298 078
Impôts futurs	609	(3 683)	4 389	(6 574)
Charge nette au titre des régimes d'avantages sociaux	5 22 533	14 250	67 599	47 727
Capitalisation des régimes de retraite à prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi	5 (20 434)	(17 406)	(120 479)	(77 239)
Part des actionnaires sans contrôle	754	405	1 826	1 211
Autres éléments hors caisse	303	(1 946)	309	2 715
Variation du fonds de roulement hors caisse	85 169	66 649	45 991	5 616
	238 005	193 874	439 651	394 726
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Rachat de créances	2 —	—	(5 000)	(5 000)
Recouvrement d'une créance exigible à long terme	—	—	4 823	4 874
Produit net tiré (remboursement) des effets à payer et des avances bancaires	1 287	(705)	(5 913)	(13 078)
Produit tiré de la dette à long terme	7 —	—	149 349	—
Remboursement de la dette à long terme	(53)	35	(151)	(65)
Diminution des obligations au titre des contrats de location-acquisition	(424)	(424)	(1 231)	(1 124)
Diminution de la part des actionnaires sans contrôle	(2 196)	—	(3 096)	(583)
Émission d'actions ordinaires	275	411	1 026	2 191
Rachat d'actions ordinaires	8 (46 149)	(7 067)	(125 625)	(50 571)
Dividendes sur actions privilégiées	(2 384)	(2 384)	(7 153)	(7 153)
Dividendes sur actions ordinaires	(36 725)	(34 930)	(111 661)	(105 316)
	(86 369)	(45 064)	(104 632)	(175 825)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Achat d'immobilisations	(99 766)	(51 438)	(286 921)	(180 707)
Produit tiré de la vente d'immobilisations	18	2 529	46	3 297
Achat d'actifs incorporels à durée de vie indéfinie	—	—	(23)	(227)
Augmentation du surplus d'apport	(184)	—	(184)	—
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de l'encaisse	—	—	(54)	—
	(99 932)	(48 909)	(287 136)	(177 637)
Diminution nette de la trésorerie	51 704	99 901	47 883	41 264
Trésorerie au début de la période	319 444	306 693	323 265	365 330
Trésorerie à la fin de la période	371 148	406 594	371 148	406 594
La trésorerie se compose de ce qui suit :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	71 148	207 094	71 148	207 094
Effets à recevoir d'une partie reliée	300 000	199 500	300 000	199 500
	371 148	406 594	371 148	406 594
Information supplémentaire				
Intérêts versés	12 980	13 015	48 825	52 110
Impôts sur les bénéfices payés (reçus), montant net	(34 392)	(10 700)	3 530	80 112

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés

Notes complémentaires *(non vérifié)*

1 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Nous avons préparé les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR du Canada») en appliquant le même mode de présentation et les mêmes conventions comptables que ceux décrits à la note 1 afférente aux états financiers consolidés vérifiés annuels pour l'exercice terminé le 31 décembre 2004, sauf comme indiqué ci-dessous. Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec nos états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2004.

Effet à recevoir d'une partie reliée

L'effet est à recevoir de Bell Canada et représente un prêt renouvelable qui vient à échéance le premier jour de chaque mois et qui peut être rappelé en tout temps; il porte intérêt à 2,71 % par année (2,56 % par année au 31 décembre 2004). L'effet à recevoir d'une partie reliée, qui figurait au poste Trésorerie et équivalents de trésorerie, a été reclassé en 2005.

Charges reportées

Les charges reportées comprennent les coûts de contrat, notamment les coûts de développement de logiciels, les licences, les soumissions et les autres frais d'achat liés aux contrats à long terme des clients. Elles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée des contrats des clients.

Actifs incorporels à durée de vie indéfinie et écart d'acquisition

Les actifs incorporels à durée de vie indéfinie incluent les licences de spectre. Nous soumettons ces actifs et l'écart d'acquisition à un test de dépréciation au deuxième trimestre de chaque année et lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une réduction de valeur. Le test de dépréciation annuel a été effectué au cours du deuxième trimestre de 2005 et aucune perte de valeur n'a été constatée.

Modifications de conventions comptables

Nous avons modifié certaines conventions comptables à compter du 1^{er} janvier 2005, comme il est indiqué ci-après. Ces modifications ont été appliquées rétroactivement, et les informations financières comparatives ont été retraitées afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour 2005.

1 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Coûts d'acquisition d'abonnés

Nous avons modifié notre convention comptable relative aux coûts d'acquisition d'abonnés, qui consistait à les reporter et à les amortir sur la durée du contrat du client, de sorte que ces coûts seront passés en charges dès l'activation des services. Les coûts d'acquisition d'abonnés comprennent les commissions sur les services sans fil et Internet et les subventions liées au matériel de téléphonie cellulaire. Le tableau suivant présente l'incidence de ces modifications.

<i>(en milliers de dollars, sauf les montants par action)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre 2004	Neuf mois terminés le 30 septembre 2004	Exercice terminé le 31 décembre 2004
États des résultats consolidés			
Augmentation (diminution) des éléments suivants :			
Charges d'exploitation	1 539	3 694	9 184
Impôts sur les bénéfices	(565)	(1 356)	(3 347)
Bénéfice net	(974)	(2 338)	(5 837)
Bilans consolidés			
Augmentation (diminution) des éléments suivants :			
Charges reportées	(45 106)	(45 106)	(50 598)
Passif d'impôts futurs	(16 846)	(16 846)	(18 838)
Bénéfices non répartis	(28 260)	(28 260)	(31 760)
Résultat par action ordinaire			
Résultat de base et dilué	(0,01)	(0,02)	(0,04)

Constatation des produits et des charges liés aux annuaires téléphoniques

Nous avons modifié notre méthode de constatation des produits et des charges relatifs à notre coentreprise d'annuaires téléphoniques, Aliant ActiMedia, passant d'une comptabilisation à la date de publication à une comptabilisation par reports et amortissements. La comptabilisation à la date de publication consiste à constater les produits et les charges directes au moment de la publication des annuaires. Selon la méthode par reports et amortissements, les produits tirés de la publicité dans les annuaires sont généralement facturés en fonction des conditions des contrats avec nos annonceurs et constatés sur une base mensuelle sur la durée prévue de la publicité placée dans les annuaires imprimés ou électroniques, sans dépasser douze mois, à partir de la date de livraison ou d'affichage, selon le cas. Les montants initiaux facturés pour les annuaires sont reportés et constatés sur la période de facturation correspondant aux annuaires en circulation, sans dépasser douze mois. Les charges directes, essentiellement les coûts d'impression et de distribution, sont constatées dans la même période que les produits connexes. Le tableau suivant présente l'incidence de ces modifications.

<i>(en milliers de dollars, sauf les montants par action)</i>	Trois mois terminés le 30 septembre 2004	Neuf mois terminés le 30 septembre 2004	Exercice terminé le 31 décembre 2004
États des résultats consolidés			
Augmentation (diminution) des éléments suivants :			
Produits d'exploitation	2 109	(3 572)	55
Charges d'exploitation	495	(57)	926
Impôts sur les bénéfices	592	(1 289)	(319)
Bénéfice net	1 022	(2 226)	(552)
Bilans consolidés			
Augmentation (diminution) des éléments suivants :			
Débiteurs	(25 877)	(25 877)	(22 876)
Charges payées d'avance	3 159	3 159	2 491
Créditeurs et charges à payer	3 479	3 479	3 169
Passif d'impôts futurs	(9 614)	(9 614)	(8 644)
Bénéfices non répartis	(16 583)	(16 583)	(14 910)
Résultat par action ordinaire			
Résultat de base et dilué	0,01	(0,02)	—

1 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES *(suite)*

Chiffres comparatifs

L'information financière comparative a été reclassée afin de la rendre conforme à celle adoptée pour 2005.

2 CESSION DE CRÉANCES

Au cours du deuxième trimestre de 2005, nous avons racheté des créances de 5,0 millions de dollars de la fiducie de titrisation, ce qui a réduit notre produit au comptant cumulatif à 120,0 millions de dollars au 30 septembre 2005 (125,0 millions de dollars au 31 décembre 2004). Le montant de la garantie nécessaire en vertu du programme constatée à titre de droits conservés s'établissait à 41,6 millions de dollars au 30 septembre 2005 (43,5 millions de dollars au 31 décembre 2004).

3 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Durant le premier trimestre de 2005, nous avons révisé nos estimations relatives à l'échéancier des versements au titre du programme d'encouragement à la retraite anticipée (PERA) volontaire, ce qui a entraîné une augmentation des impôts exigibles de 10,0 millions de dollars et une hausse correspondante de la tranche à court terme de l'actif d'impôts futurs. En raison des paiements effectués dans le cadre du PERA depuis le début de l'exercice, un montant de 5,5 millions de dollars, auparavant classé dans les actifs d'impôts futurs, a été reclassé dans les impôts exigibles.

La réception de remboursements de 55 millions de dollars d'impôts à recevoir, combinée à des acomptes provisionnels moins élevés par rapport à la charge d'impôts exigibles, a donné lieu, depuis le début de l'exercice, à une augmentation de 86 millions de dollars du passif net d'impôts sur les bénéfices.

4 INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS

Au 30 septembre 2005

(en milliers de dollars)

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Immobilisations corporelles			
Terrains	12 787	—	12 787
Bâtiments et tours	357 377	168 282	189 095
Installations et matériel de télécommunications	4 263 492	2 817 668	1 445 824
Autre matériel	233 391	150 778	82 613
Immobilisations en construction	62 845	—	62 845
Pièces et fournitures	5 500	—	5 500
Total des immobilisations corporelles	4 935 392	3 136 728	1 798 664
Actifs incorporels à durée de vie limitée			
Logiciels	258 877	153 494	105 383
Relations avec les clients	6 319	2 375	3 944
Commissions résiduelles	7 600	2 518	5 082
	5 208 188	3 295 115	1 913 073

4 INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS (suite)

Au 31 décembre 2004
(en milliers de dollars)

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Immobilisations corporelles			
Terrains	12 828	—	12 828
Bâtiments et tours	367 494	179 652	187 842
Installations et matériel de télécommunications	4 507 451	3 044 641	1 462 810
Autre matériel	276 166	197 070	79 096
Immobilisations en construction	52 200	—	52 200
Pièces et fournitures	5 500	—	5 500
Total des immobilisations corporelles	5 221 639	3 421 363	1 800 276
Actifs incorporels à durée de vie limitée			
Logiciels	253 635	145 150	108 485
Relations avec les clients	6 357	1 736	4 621
Commissions résiduelles	7 600	700	6 900
	5 489 231	3 568 949	1 920 282

Au cours du deuxième trimestre, outre les activités normales de cession et de mise hors service d'actifs, nous avons revu nos investissements en immobilisations, ce qui a donné lieu à la mise hors service d'actifs d'un montant de 523,8 millions de dollars et d'une valeur comptable nette de 0 \$.

5 ACTIF (PASSIF) AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES**Composantes du coût net des régimes d'avantages sociaux**

Les tableaux ci-dessous montrent les composantes du coût net des régimes d'avantages sociaux.

Régimes de retraite à prestations déterminées

Pour les périodes terminées les 30 septembre
(en milliers de dollars)

	Trois mois		Neuf mois	
	2005	2004	2005	2004
Coût des services rendus de la période	7 592	4 618	22 776	18 674
Intérêt sur les obligations au titre des prestations constituées	27 525	24 756	82 575	74 310
Rendement réel des actifs du régime	(62 117)	(5 331)	(142 244)	(47 533)
Composantes du coût des avantages sociaux futurs, avant prise en compte de la nature à long terme du coût	(27 000)	24 043	(36 893)	45 451
Excédent du rendement réel sur le rendement prévu	36 526	(18 374)	65 471	(23 467)
Amortissement des montants différés				
Coûts des services passés	1 375	—	4 125	—
Pertes actuarielles nettes	7 382	4 712	22 146	14 136
Ajustements visant à tenir compte de la nature à long terme du coût des avantages sociaux futurs	45 283	(13 662)	91 742	(9 331)
Coût net des régimes d'avantages sociaux	18 283	10 381	54 849	36 120

5 ACTIF (PASSIF) AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES *(suite)*

Autres avantages postérieurs à l'emploi

Pour les périodes terminées les 30 septembre

(en milliers de dollars)

	Trois mois		Neuf mois	
	2005	2004	2005	2004
Coût des services rendus de la période	1 290	1 144	3 870	3 432
Intérêts sur les obligations au titre des prestations constituées	2 889	2 725	8 667	8 175
Composantes du coût des avantages sociaux futurs, avant prise en compte de la nature à long terme du coût	4 179	3 869	12 537	11 607
Amortissement des pertes actuarielles nettes reportées	71	—	213	—
Coût net des régimes d'avantages sociaux	4 250	3 869	12 750	11 607

Cotisations aux régimes de retraite

Le tableau suivant présente la capitalisation des régimes de retraite à prestations déterminées (RRPD) et des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi.

Pour les périodes terminées les 30 septembre

(en milliers de dollars)

	Trois mois		Neuf mois	
	2005	2004	2005	2004
RRPD				
Cotisations obligatoires	18 967	16 314	56 450	48 957
Cotisations de 2003 reçues par les régimes	—	—	—	25 000
Cotisations volontaires supplémentaires	—	—	60 000	—
Cotisations aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	1 467	1 092	4 029	3 282
Capitalisation des RRPD et des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	20 434	17 406	120 479	77 239

6 IMPUTATION DE RESTRUCTURATION

En 2004, nous avons restructuré nos activités en réduisant notre effectif dans certains secteurs, ce qui a entraîné une imputation avant impôts de respectivement 0,6 million de dollars et 5,2 millions de dollars aux résultats pour les trois mois et les neuf mois terminés le 30 septembre 2004 (5,7 millions de dollars au 31 décembre 2004). De plus, en octobre 2004, nous avons offert un PERA volontaire à tous les employés admissibles, proposant à la plupart le 1^{er} janvier 2005 comme date de départ. L'offre a été adoptée par 693 employés admissibles et a entraîné une imputation avant impôts de 66,6 millions de dollars aux résultats en 2004.

Au 30 septembre 2005, le solde de l'imputation de restructuration compris dans les créditeurs et les charges à payer était de 14,4 millions de dollars (68,6 millions de dollars au 31 décembre 2004). Quand les employés quitteront l'organisation en 2005, les paiements au comptant associés au PERA seront imputés à ce solde. Par contre, un employé peut choisir de différer une partie de son paiement jusqu'en janvier de l'année suivant son départ à la retraite.

7 DETTE À LONG TERME

Au cours du troisième trimestre de 2005, nous avons contracté une obligation de 4,7 millions de dollars en vertu d'un contrat de location-acquisition de 36 mois en vue de l'achat d'équipement informatique, moyennant un taux implicite de 3,75 %.

Au cours du deuxième trimestre de 2005, nous avons émis des billets à moyen terme non garantis d'une valeur de 150,0 millions de dollars, qui portent intérêt à 4,52 % chaque année, arrivent à échéance en mai 2012 et sont rachetables en tout temps au montant le plus élevé entre la valeur nominale et le prix de rendement des obligations du Canada.

8 CAPITAL SOCIAL

Le tableau suivant détaille la variation des actions ordinaires émises et en circulation.

	Au 30 septembre 2005		Au 31 décembre 2004	
	Nombre d'actions	Capital déclaré	Nombre d'actions	Capital déclaré
<i>(en milliers de dollars, sauf indication contraire)</i>				
Actions ordinaires au début de la période	132 744 009	1 044 729	133 616 920	1 035 798
Actions ordinaires rachetées pour annulation	(4 524 522)	(35 870)	(1 732 130)	(13 410)
Actions ordinaires émises				
Acquisition d'entreprises	—	—	582 081	15 000
Réinvestissement de dividendes	163 360	4 577	229 316	6 405
Régime d'options sur actions	22 727	406	47 822	936
Actions ordinaires à la fin de la période	128 405 574	1 013 842	132 744 009	1 044 729

Actions ordinaires rachetées pour annulation

Dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des affaires, entrée en vigueur le 4 février 2005, nous serons en mesure d'acquérir, de temps à autre, jusqu'à 6 637 200 de nos actions ordinaires en circulation au comptant au cours du marché par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto, représentant environ 5,0 % de nos actions ordinaires émises et en circulation dont le total atteignait, au 31 janvier 2005, 132 744 009. Les rachats d'actions ordinaires peuvent avoir lieu jusqu'au 3 février 2006, et Bell Canada, notre actionnaire majoritaire, vendra au prorata des actions en vertu de l'offre publique de rachat faite dans le cours normal des affaires. En 2004, nous avons racheté des actions ordinaires dans le cadre d'une semblable offre publique de rachat dans le cours normal des affaires qui a pris fin le 5 août 2004. Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2005, nous avons racheté pour annulation 4 524 522 actions (1 732 130 actions au 30 septembre 2004) pour un prix total de 125,6 millions de dollars (50,6 millions de dollars au 30 septembre 2004), ce qui a réduit le capital social de 35,8 millions de dollars (13,4 millions de dollars au 30 septembre 2004), le surplus d'apport, de 0 \$ (0,5 million de dollars au 30 septembre 2004) et les bénéfices non répartis, de 89,8 millions de dollars (36,7 millions de dollars au 30 septembre 2004).

Les rachats d'actions ordinaires au cours des neuf mois terminés le 30 septembre 2005 comprennent 2 336 222 actions achetées au comptant au cours du marché de Bell Canada (827 497 actions au 30 septembre 2004) pour un prix total de 64,8 millions de dollars (24,2 millions de dollars au 30 septembre 2004).

Régime d'options sur actions

Un état sommaire de notre régime d'options sur actions au 30 septembre 2005 et au 31 décembre 2004 ainsi que des variations survenues pendant les périodes terminées à ces dates est présenté ci-dessous :

	Au 30 septembre 2005		Au 31 décembre 2004	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en cours au début de la période	2 496 777	30,37	2 338 367	30,06
Attribuées	481 520	29,24	432 621	32,39
Frappées d'extinction	(57 904)	31,82	(226 389)	33,31
Exercées	(22 727)	17,85	(47 822)	19,58
Options en cours à la fin de la période	2 897 666	30,25	2 496 777	30,37
Options exerçables à la fin de la période	2 089 654	30,34	1 703 581	30,38

Pour les trois mois et les neuf mois terminés le 30 septembre 2005, une charge de rémunération de respectivement 0,5 million de dollars et 1,5 million de dollars (respectivement 0,2 million de dollars et 0,8 million de dollars au 30 septembre 2004) liée aux options sur actions attribuées a été enregistrée.

8 CAPITAL SOCIAL *(suite)*

Pour les trois mois et les neuf mois terminés le 30 septembre 2004, le rajustement pro forma du résultat net relativement à la charge de rémunération liée aux options sur actions de 2002 avait été de respectivement 0,3 million de dollars et de 0,9 million de dollars et n'a eu aucune incidence sur le résultat de base ou dilué par action ordinaire. En 2005, il n'y a aucun rajustement pro forma relativement à la charge de rémunération liée aux options sur actions de 2002, étant donné qu'il a été entièrement constaté pendant le délai d'acquisition des droits qui est de trois ans.

Régime d'unités d'actions axées sur le rendement

Au cours du deuxième trimestre de 2005, le régime d'unités d'actions axées sur le rendement a été modifié pour permettre l'ajout d'un régime d'unités d'actions personnelles axées sur le rendement, qui a été approuvé par le conseil d'administration. Le régime d'unités d'actions personnelles axées sur le rendement a été constitué à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs. Les unités d'actions personnelles axées sur le rendement sont semblables aux unités d'actions axées sur le rendement, sauf pour ce qui est des critères de rendement établis pour l'acquisition des unités d'actions attribuées, qui reposent sur l'atteinte d'objectifs personnels appuyant la réalisation des principaux objectifs de l'entreprise plutôt que son rendement global. L'attribution de l'unité d'action axée sur le rendement en 2004 a été repensée et est devenue une unité d'action personnelle axée sur le rendement au deuxième trimestre de 2005.

	Au 30 septembre 2005	Au 31 décembre 2004
	Nombre d'unités	Nombre d'unités
Unités en cours au début de la période	109 322	61 121
Attribuées	144 890	50 193
Exercées	(16 464)	—
Frappées d'extinction	(15 991)	(1 992)
Options en cours à la fin de la période	221 757	109 322

Pour les trois mois et les neuf mois terminés le 30 septembre 2005, une charge de rémunération de respectivement 0,5 million de dollars et 1,5 million de dollars (0,2 million de dollars et 0,7 million de dollars au 30 septembre 2004) liée aux unités d'actions axées sur le rendement et aux unités d'actions personnelles axées sur le rendement a été enregistrée.

Régime d'épargne-actions des employés

Le nombre total d'actions ordinaires achetées pour les employés au cours des trois mois et des neuf mois terminés le 30 septembre 2005 était de respectivement 299 800 et 1 010 827 (238 900 et 792 900 au 30 septembre 2004). Pour les trois mois et les neuf mois terminés le 30 septembre 2005, une charge de rémunération de respectivement 2,0 millions de dollars et 5,4 millions de dollars (1,3 million de dollars et 4,0 millions de dollars au 30 septembre 2004) liée au régime d'épargne-actions des employés a été enregistrée.

9 INFORMATIONS SECTORIELLES

Pour les trois mois terminés le 30 septembre 2005

(en milliers de dollars)

	Télécommunications	Technologies de l'information	Siège social et autres	Éliminations	Données consolidées
Produits – clients externes	466 223	53 400	431	—	520 054
Produits intersectoriels	2 081	29 287	—	(31 368)	—
Produits d'exploitation	468 304	82 687	431	(31 368)	520 054
Charges d'exploitation	261 513	78 069	8 710	(30 647)	317 645
Amortissement	97 476	1 125	297	(654)	98 244
Autres produits	1 138	62	53 523	(54 418)	305
Intérêts débiteurs	19 224	131	2 230	(1 945)	19 640
Impôts sur les bénéfices					
(recouvrement d'impôts)	33 743	2 424	(2 955)	37	33 249
Part des actionnaires sans contrôle	754	—	—	—	754
Bénéfice net	56 732	1 000	45 672	(52 577)	50 827
Achat d'investissements					
en immobilisations	98 545	1 221	—	—	99 766
Total de l'actif	2 817 262	202 520	1 796 271	(1 832 075)	2 983 978

Pour les trois terminés le 30 septembre 2004

(en milliers de dollars)

	Télécommunications	Technologies de l'information	Siège social et autres	Éliminations	Données consolidées
Produits – clients externes	451 350	47 451	497	—	499 298
Produits intersectoriels	1 424	31 970	—	(33 394)	—
Produits d'exploitation	452 774	79 421	497	(33 394)	499 298
Charges d'exploitation	281 757	71 446	6 758	(33 020)	326 941
Amortissement	97 154	2 079	370	(1 033)	98 570
Imputation de restructuration	126	516	—	—	642
Autres produits (charges)	(4 802)	1 161	33 790	(32 865)	(2 716)
Intérêts débiteurs	19 614	282	1 045	(1 176)	19 765
Impôts sur les bénéfices					
(recouvrement d'impôts)	14 216	882	(2 172)	298	13 224
Part des actionnaires sans contrôle	405	—	—	—	405
Bénéfice net	34 700	5 377	28 286	(31 328)	37 035
Achat d'investissements					
en immobilisations	49 899	1 472	67	—	51 438
Total de l'actif	2 682 007	186 280	1 886 778	(1 868 217)	2 886 848

9 INFORMATIONS SECTORIELLES (suite)

Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2005

(en milliers de dollars)

	Télécommunications	Technologies de l'information	Siège social et autres	Éliminations	Données consolidées
Produits – clients externes	1 366 389	194 085	1 319	–	1 561 793
Produits intersectoriels	6 156	79 338	–	(85 494)	–
Produits d'exploitation	1 372 545	273 423	1 319	(85 494)	1 561 793
Charges d'exploitation	782 734	250 556	26 302	(83 305)	976 287
Amortissement	291 516	5 100	912	(1 708)	295 820
Autres produits (charges)	(2 685)	76	150 485	(149 819)	(1 943)
Intérêts débiteurs	54 478	238	4 822	(4 048)	55 490
Impôts sur les bénéfices (recouvrement d'impôts)	89 698	7 344	(10 819)	8	86 231
Part des actionnaires sans contrôle	1 826	–	–	–	1 826
Bénéfice net	149 608	10 261	130 587	(146 260)	144 196
Achat d'investissements en immobilisations	282 914	3 998	9	–	286 921
Écart d'acquisition acquis	54	–	–	–	54
Total de l'actif	2 817 262	202 520	1 796 271	(1 832 075)	2 983 978

Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2004

(en milliers de dollars)

	Télécommunications	Technologies de l'information	Siège social et autres	Éliminations	Données consolidées
Produits – clients externes	1 340 205	182 078	1 361	–	1 523 644
Produits intersectoriels	5 595	81 035	–	(86 630)	–
Produits d'exploitation	1 345 800	263 113	1 361	(86 630)	1 523 644
Charges d'exploitation	799 716	243 007	19 495	(85 588)	976 630
Amortissement	293 553	6 532	1 044	(3 051)	298 078
Imputation de restructuration	2 356	2 842	–	–	5 198
Autres produits (charges)	(1 562)	1 369	126 997	(125 265)	1 539
Intérêts débiteurs	57 318	633	3 703	(4 082)	57 572
Impôts sur les bénéfices	61 998	2 375	(1 977)	906	63 302
Part des actionnaires sans contrôle	1 210	1	–	–	1 211
Bénéfice net	128 087	9 092	106 093	(120 080)	123 192
Achat d'investissements en immobilisations	176 491	4 055	161	–	180 707
Total de l'actif	2 682 007	186 280	1 886 778	(1 868 217)	2 886 848

10 ENGAGEMENTS

Les paiements minimums futurs estimatifs en vertu des contrats de location-exploitation et des engagements d'achat sont comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Reste de					
	2005	2006	2007	2008	2009	Par la suite
Contrats de location-exploitation	13 754	43 223	38 624	36 704	35 235	136 768
Engagements d'achat	15 239	33 642	5 594	4 143	1 854	—
	28 993	76 865	44 218	40 847	37 089	136 768

Les engagements d'achat se rapportent principalement aux différentes ententes visant des systèmes d'information et des technologies, aux obligations en vertu de contrats de service ainsi qu'à un système de facturation pour nos services sans fil.

11 ÉVENTUALITÉS

- a) Le 21 septembre 2005, l'action qu'avaient intentée contre nous 132 anciens employés ayant pris une retraite anticipée en vertu du programme d'encouragement à la retraite anticipée de 1998 a été abandonnée, et chacune des parties a absorbé ses propres frais de contentieux.
- b) Le 30 mai 2002, le CRTC a rendu la décision de plafonnement des prix, qui prescrit les nouvelles règles de tarification de certains services de télécommunications fournis par des entreprises de services locaux titulaires («ESLT») pour les quatre prochaines années à compter du 1^{er} juin 2002. La décision de plafonnement des prix requiert l'utilisation d'un nouveau mécanisme de compte de report pour éviter que les réductions de prix obligatoires n'aient une incidence négative sur la concurrence au sein du marché des services locaux. Le compte de report sera réduit par l'un des éléments suivants ou par une combinaison de deux de ces éléments ou plus :
 - les réductions tarifaires proposées pour les services locaux résidentiels en raison de pressions concurrentielles;
 - certaines réductions de tarifs pour des services fournis à des concurrents;
 - l'approbation de facteurs exogènes pour des circonstances indépendantes du contrôle des ESLT;
 - les hausses tarifaires inférieures au montant par lequel l'inflation excède la productivité;
 - les rabais aux abonnés; et
 - les mesures de financement à l'avantage des abonnés du service résidentiel de multiples façons.

Nous attendons des éclaircissements du CRTC relativement à l'application des règles liées au compte de report et des caractéristiques de réduction des coûts admissibles connexes. Par conséquent, nous n'avons pas constaté le compte de report à titre de passif dans nos états financiers. Étant donné les circonstances, nous estimons que le solde du compte de report pourrait s'établir entre 7 millions de dollars et 36 millions de dollars. Le montant du passif, le cas échéant, sera imputé au bénéfice d'exploitation ou aux investissements en immobilisations, selon le cas.

Actionnaires d'AIT

BOURSE ET SYMBOLES

Bourse de Toronto	Symbole
Actions ordinaires	AIT
Actions privilégiées	AIT.PR.A

DATES IMPORTANTES

Dividendes sur les actions ordinaires en 2005

(sous réserve de l'approbation du conseil d'administration)

Dates d'inscription	Dates de paiement
15 mars	30 mars
15 juin	30 juin
15 septembre	30 septembre
15 décembre	30 décembre

Dates de publication des résultats pour 2005

(sujettes à changement)

	Dates de publication
1 ^{er} trimestre	28 avril
2 ^e trimestre	27 juillet
3 ^e trimestre	27 octobre
4 ^e trimestre	26 janvier 2006

SERVICES AUX ACTIONNAIRES

Compagnie Trust CIBC Mellon, notre agent des transferts, donne de plus amples renseignements sur les services qui suivent sur son site Web www.cibcmellon.com/investor.

Dépôt direct de dividendes

Les porteurs d'actions ordinaires inscrits peuvent voir leurs dividendes déposés de manière électronique dans leur compte bancaire (au Canada seulement).

Régime de réinvestissement des dividendes et programme de rachat d'actions

Les actionnaires inscrits peuvent réinvestir leurs dividendes, automatiquement et sans frais, dans des actions additionnelles de la société. De plus, un maximum de 10 000 \$ en actions de la société peut être acheté chaque trimestre, par paiements facultatifs au comptant, sans commissions ni frais de service.

Services électroniques

Demandes de renseignements en ligne sur le compte

Les actionnaires inscrits peuvent accéder à de l'information sur leur compte par Internet, en tout temps.

Distribution électronique des rapports

Les actionnaires inscrits peuvent recevoir de l'information pour les investisseurs et les rapports par voie électronique plutôt que par la poste.

NOUS SOMMES LÀ POUR VOUS AIDER

Communiquez avec notre agent des transferts, Compagnie Trust CIBC Mellon, pour de l'information sur :

- les dividendes;
- un changement d'adresse;
- l'échange d'actions;
- le remplacement de certificats perdus;
- le réinvestissement des dividendes et le programme de rachat d'actions;
- les services électroniques;
- les formules fiscales;
- les exigences quant au patrimoine.

Service de correspondance avec les investisseurs de Compagnie Trust CIBC Mellon

PO Box 7010
Adelaide Street Postal Station
Toronto (Ontario) M5C 2W9

Téléphone : 1 800 387-0825 (sans frais au Canada et aux É.-U.)
Courriel : inquiries@cibcmellon.com
Site Web : www.cibcmellon.com

On trouve sur notre site Web d'entreprise, www.aliant.ca/francais, de l'information supplémentaire sur la société, les rapports financiers et les nouvelles les plus récentes sur la société.

Communiquez avec le service des relations avec les investisseurs pour :

- de l'information financière additionnelle ou des statistiques;
- les nouveautés dans l'industrie ou dans la société;
- l'historique d'actionnariat des sociétés remplacées;
- la notice annuelle.

Relations avec les investisseurs d'Aliant

PO Box 5030
Saint John (N.-B.) E2L 4L4

Téléphone : 1 877 248-3113
Télécopieur : 1 877 498-2464
Courriel : investor.relations@aliant.ca
Site Web : www.aliant.ca

DÉPOSITAIRE DES OBLIGATIONS, AGENT DES REGISTRES ET AGENT DES TRANSFERTS

Computershare Investor Services et Compagnie Trust CIBC Mellon

Dès notre plus jeune âge, nous avons un désir inné de communiquer, d'abord avec maman et papa, puis avec le reste du monde. Tout au long de la vie, ce désir ne s'estompe jamais. Notre objectif est d'aider les Canadiens de l'Atlantique à combler ce besoin humain fondamental en leur proposant des solutions simples et fiables.

Que ce soit pour communiquer avec un ami en ville ou un collègue à l'étranger, nous sommes là pour vous.



Notre vision

**«Être l'entreprise la plus ancrée dans
le cœur et l'esprit des Canadiennes
et des Canadiens de l'Atlantique.»**

Aliant Inc.
1 877 248-3113
investor.relations@aliant.ca
www.aliant.ca

